Le Nuage était sous nos pieds

Enquête sur les stratégies d'influence de Digital Realty, leader mondial étasunien des data centers pour s'implanter à Marseille

Novembre 2026

Partie 1 — Digital Realty, le propriétaire foncier d'internet, véhicule de l'impérialisme numérique étasunien

(a) Un empire de data center
(b) Digital Realty en France
(c) L'immobilier numérique
(d) Ce qu'il se passe dans un data center : l'exemple de Disney+
(e) Un nouveau type d'entreprise : le fond d'investissement en immobilier coté en bourse (REIT)
(f) Les clients de Digital Realty

Partie 2 — Marseille, comptoir méditerranéen de data centers et plateforme logistique de Digital Realty

(a) La position *géostratégique* du littoral marseillais au cœur des communications mondiales : continuités infrastructurelles et idéologiques
(b) Le tour du monde en 95 millisecondes
(c) Construire des data centers à proximité des câbles, une histoire de profits
(d) Un terrain propice
(e) Digital Realty à Marseille : états des lieux du butin

Partie 3 — Les stratégies d'influence de Digital Realty pour s'implanter à Marseille

1. S'assurer un accès aux ressources

(a) Prédation sur le réseau public d'électricité
(b) Prédation sur les ressources en eau
(c) Accaparement du foncier métropolitain
(d) Main mise sur les infrastructures télécoms et réseaux

2. S'insérer dans l'élite locale

(a) Fabrice Coquio, patron et militaire
(b) Copinage avec les politiques locaux
(c) Insertion dans l'élite économique et complicités patronales

3. Fabriquer l'acceptabilité sociale

(a) Imposer un discours : Une stratégie médiatique pour fabriquer crédibilité et désirabilité
(b) Imposer son pouvoir financier : Acheter la paix sociale à coût de millions d'euros
(c) Fabriquer sa classe prolétaire captive : Financements de formations et de cursus

Le 10 décembre 2025 depuis Marseille, les communicant·es de Digital Realty annonçaient à la fois la fin de la décennie de mécénat du principal musée de la ville, le MUCEM - après une campagne dénonçant les liens de la firme avec deux entreprises sionistes impliquées dans la colonisation des territoires palestiniens et syriens[1] - et la signature d'un tout nouveau partenariat, cette fois avec la Marine Nationale française, faisant part de « valeurs communes » et de « belles synergies entre leurs deux univers[2] ».

Le leader mondial étasunien des data centers abandonne le *culture washing* et assume désormais ouvertement le rôle central de ses infrastructures au sein du complexe militaro-industriel**.** Ce partenariat s'inscrit dans **une longue stratégie d'influence médiatique, politique et commerciale déployée par l'entreprise texane pour s'imposer en France, et notamment en région marseillaise**.

En 2019 Digital Realty **jette son dévolu sur Marseille et décide de placer la ville au cœur de son réseau mondial de data centers**. Cette **société d'investissement en immobilier spécialisée dans les infrastructures du numérique** investit des milliards d'euros[3] pour transformer le territoire en *centre logistique de la data*[4] et le propulser parmi les plus importants hubs d'infrastructures numériques[5] au monde. C'est depuis cet *avant poste*[6] qu'elle entend piloter sa **stratégie d'expansion commerciale africaine et méditerranéenne**.

Dans cette enquête on propose de **déplier les stratégies d'implantation à Marseille d'une multinationale qui répond aux exigences globales de l'impérialisme numérique et ses logiques d'expansion capitaliste.**

On commence par détailler les **spécificités de cet acteur singulier**. Nettement moins visible et bien moins connu que ses collègues des *big tech,* Digital Realty est pourtant un acteur central et structurant du fonctionnement actuel du réseau internet (1).

Ensuite on essaie de comprendre **pourquoi Digital Realty élit Marseille spécifiquement pour façonner *son* hub numérique**[7] - c'est-à-dire un nœud pivot du réseau où s'articule la circulation des flux de données (via les câbles sous-marins de fibre optique) avec leur captation et transformation en marchandise (dans les data centers) (2).

---

[1] Le Nuage était sous nos pieds - https://lenuageetaitsousnospieds.org/articles/2025-12-10-rupture-du-partenariat-de-mecenat-entre-le-mucem-et-digital-realty.html

[2] Direction Nationale du Personnel de la Marine - https://fr.linkedin.com/posts/r%C3%A9serve-marine-nationale_actuentreprise-reservites-activity-7404449346601209856-qjZJ

[3] 500 millions investis entre 2015 et 2025, 1 milliard pour MRS5 et MRS6 selon l'entreprise

[4] Le terme est du PDG de l'entreprise, Fabrice Coquio, dans le Podcast Extra muros, 2023

[5] Un hub numérique est la combinaison d'infrastructures de transport de la données (câbles), d'interconnexions (point d'échange internet) et de stockage, hébergement (data centers). Quand DR arrive à Marseille, il n'y a presque pas de data centers, mais il y a des câbles sous-marins. Sous l'impulsion des investissements de DR, Marseille est passée de la 44ème à la 6ème place des hubs internet en 10 ans. Classement de Telegeography

[6] Le terme est de Fabrice Coquio

[7] L'entreprise a déposé le nom « Marseille Digital Hub » auprès de l'INPI et son PDG revendique être à l'origine de la création du hub marseillais.

Enfin, pour s'implanter à Marseille, Digital Realty doit pouvoir construire ses data centers et sécuriser un accès aux ressources dont ceux-ci dépendent : eau, électricité, foncier, infrastructures réseaux. Ces prédations sur le bien public rendent particulièrement centrale la mise en place d'une **stratégie d'influence**. Digital Realty doit s'assurer du **soutien des élites politiques et patronales marseillaises mais** aussi chercher **l'acceptabilité du public**, et s'arranger pour **faire taire les contestations** (3).

Partie 1 — Digital Realty, le propriétaire foncier d'internet[8], véhicule de l'impérialisme numérique étasunien

Ce premier temps de l'enquête propose de comprendre qui est cette entreprise et quelles sont ses spécificités, notamment par rapport aux autres entreprises du secteur tech.

(a) Un empire de data center[9]

Andrew Powers, le Directeur Général de Digital Realty, jamais avare en références renvoyant à de vieux rêves impériaux, aime à souligner que « le soleil ne se couche jamais sur le réseau de centres de données de Digital Realty[10] ». Surnommée le « **propriétaire foncier d'internet** », c'est l'entreprise qui possède le plus de data centers dans le monde[11].

La multinationale étasunienne exploite plus de 350 grands centres de données dans 55 villes à travers 30 pays[12] et emploie environ 4 300 salarié·es. En 2026, une trentaine de nouveaux centres sont en cours de construction partout dans le monde. Ses principales zones d'expansion actuelles sont l'**Europe du Sud et le bassin méditerranéen**, avec l'implantation récente de centres de données à Marseille, Barcelone, Lisbonne, Rome, Milan, Sofia, Ankara et Tel-Aviv[13], ainsi que le **continent africain,** comme en témoigne l'ouverture récente de centres de données au Ghana et au Kenya et l'investissement dans un point d'échange internet au Nigeria.

L'entreprise, listée parmi les plus profitable du monde[14], est valorisée **88 milliards de dollars** (79 milliards d'euros) en octobre 2026 à la bourse de New York et réalise un chiffre d'affaires mondial de **6,1 milliards**

---

[8] *Internet landlord* - surnom donné par le secteur financier à Digital Realty.

[9] Un data center ou centre de données est un site physique regroupant des infrastructures physiques (bâtiment, alimentation électrique, systèmes de refroidissement), informatiques (serveurs de calcul, serveurs de stockage, équipements réseau) et logicielles (systèmes d'exploitation, logiciels de gestion et de virtualisation). Définition du Ministère de l'Economie

[10] Le Méridional - https://lemeridional.com/economie/comment-digital-realty-a-fait-de-marseille-un-hub-mondial-de-la-data-en-dix-ans/

[11] Elle se partage le haut du classement avec son concurrent étasunien Equinix, qui a une plus grosse valorisation, mais moins de data centers.

[12] Digital Realty dispose de 535 hectares de surface informatique exploitables dans le monde, et 104 hectares supplémentaires sont en cours d'ajout. La capacité informatique actuelle exploitable est de 3 GW - soit l'équivalent de 3 réacteurs nucléaires en France. 5 GW supplémentaires sont en cours de développement. Source 10K Filling - Février 2026 https://investor.digitalrealty.com/static-files/a444db72-d0c1-45e2-b082-ed6363542a9e

[13] Le Nuage était sous nos pieds - https://lenuageetaitsousnospieds.org/articles/2025-12-10-rupture-du-partenariat-de-mecenat-entre-le-mucem-et-digital-realty.html

[14] Elle fait partie du S&P 500, un indice boursier basé sur 500 grandes sociétés cotées sur les bourses aux États-Unis (NYSE ou NASDAQ). Ce classement témoigne que Digital Realty fait partie des sociétés reconnues comme stables par les indicateurs financiers. En janvier 2026, les sept principales entreprises technologiques américaines (Nvidia, Alphabet, Apple, Microsoft, Amazon, Meta, Tesla) représentaient 34 % de la valeur totale de l'indice boursier S & P 500.

de dollars en 2025. 7 milliards de dollars sont attendus pour 2026, avec une croissance mondiale annuelle de plus de 30% au 2ème trimestre 2026.

(b) Digital Realty en France

La France occupe une place particulière pour la multinationale. C'est l'un des territoires les plus rentable au monde pour elle, représentant pour près de **8% de ses revenus globaux**[15]**,** et c'est le territoire européen où la firme investit le plus actuellement[16]**.** Entre 2025 et 2026, les revenus de Digital Realty en France ont bondi de 40%, affichant **500 millions d'euros de chiffre d'affaires**[17] pour seulement 400 salarié.·es - soit environ 1,25 million d'euros de chiffre d'affaires par salarié.e[18].

S'il est difficile d'avoir accès à des chiffres du revenu précis généré par chaque data center, pour donner un ordre de grandeur, on apprend dans le journal Reporterre[19] que le seul data center marseillais MRS3, générait, en 2021, près de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires par an.

Arrivée en France en 2020 par le biais du rachat de son concurrent néerlandais Interxion[20] pour 8,4 milliards d'euros et de quelques data centers d'Equinix, l'entreprise texane domine le marché français des data centers, devant ses concurrents états-uniens Equinix et Cloud HQ[21]. Elle opère actuellement **dix-sept data centers,** quatorze en région parisienne et quatre à Marseille. Plusieurs font partie des plus importants du pays, comme le Paris Digital Park à La Courneuve qui occupe 40 000m2, l'équivalent de 7 terrains de foot pour 130 MW de puissance électrique[22]**.** Trois nouveaux data centers sont en cours de construction, deux en région marseillaise et un en Seine-Saint-Denis, et au moins trois autres sont en projet[23].

---

[15] Calcul sur la base des revenus attendus pour 2026 soit 500 millions € de CA en France et 7 milliards de $ de chiffre d'affaire global. En 2025 le CA de l'entreprise en France était de 358 millions € et le CA global 6 milliards de $.

[16] En 2025, l'entreprise a annoncé investir plus de 5,3 milliards de dollars sur une année en France. Globalement la France est le pays au monde qui concentre le plus d'investissements (IDE) pour les data centers avec 69 milliards en 2025.
Nations Unies https://unctad.org/news/data-centres-are-reshaping-global-investment-landscape

[17] Audition de Fabrice Coquio devant le Parlement - Mai 2026 . Chiffre d'affaires pour 2026. En 2025 le chiffre d'affaires de l'entreprise était de 358 millions d'euros, soit une augmentation de 40%.

[18] En France le chiffre d'affaire moyen par salarié est de 317 000 euros par an INSEE 2022)

[19] Reporterre - https://reporterre.net/A-Marseille-la-demesure-des-data-centers

[20] On retrouvera dans cette enquête les noms Interxion et Digital Realty. Il s'agit aujourd'hui de la même société. Interxion est originellement le nom de l'entreprise néerlandaise de data center dont l'étasunien Digital Realty a racheté l'ensemble des opérations (data centers et employés) dont son dirigeant, Fabrice Coquio, en 2019. La société Interxion France n'a cependant pas disparu, elle est devenue la filiale française de Digital Realty. Et c'est sous cette bannière que l'entreprise conduit la majorité de ses opérations en France.

[21] Hubblo - https://datacenters.hubblo.org/

[22] DC Mag - https://dcmag.fr/digital-realty-paris-digital-park-130-mw-ia-ready-et-secrets-reveles-linterview-video-de-fabrice-coquio/

[23] Digital Realty a actuellement trois data centers en cours de construction: à Marseille MRS5, Bouc-Bel-Air MRS6, et Dugny PAR15, PAR16 et PAR17 (93), portant à une vingtaine d'hectares la surface au sol occupée par l'entreprise en France. L'opérateur a annoncé en mars 2025 lors du Sommet Choose France la construction prochaine de huit nouveaux data centers dans l'hexagone et un investissement de 5,3 milliards d'euros. Trois nouveaux projets de data centers, MRS7, MRS8 et MRS9 dans les Bouches-du-Rhône ont été évoqués à plusieurs reprises. A terme la firme prévoit d'atteindre 420 MW IT en Ile-de-France, et 100 MW à Marseille.

La société exploite en France actuellement **450 MW de puissance électrique**[24] auxquels viendront bientôt s'ajouter les **302 MW**[25] supplémentaires de trois data centers en construction, portant à un total de **752 MW, soit l'équivalent des usages annuels d'en moyenne 1,1 million d'habitant·es en France**[26]**.**

La multinationale opère en France à travers une **galaxie de 17 filiales** (SARL, SAS ou SCI). La plupart sont ouvertes pour gérer un data center en particulier et sont rattachées aux filiales luxembourgeoise ou néerlandaise de la maison mère étasunienne. Franck Monsauret, récemment débauché de ses fonctions de patron d'Uber France, supervise les opérations de Digital Realty en France, aux côtés de Valérie Morel, directrice générale adjointe. Fabrice Coquio dirige l'ensemble du groupe en Italie, France, Espagne, Portugal et Grèce.

(c) L'immobilier numérique

Digital Realty[27], qui signifie en français *immobilier numérique*, est une **entreprise immobilière étasunienne, spécialisée dans les infrastructures du numérique.**

Comme un **promoteur** Digital Realty prend en charge l'infrastructure : l'achat ou la location du terrain, la conception et la construction des data centers, leur alimentation en énergie, raccords télécoms, câbles de fibre optique, refroidissement des serveurs, maintenance et sécurité des data centers. En bref, **l'entreprise s'occupe de la construction de l'enveloppe du bâtiment et de le faire fonctionner.**

Elle s'est spécialisée sur le segment des data centers dits de **colocation**[28] ou **data centers mutualisés**, c'est-à-dire partagés entre plusieurs *locataires*. Tel un **bailleur,** elle loue des salles vides dans ses data centers à des *locataires* qui peuvent être des administrations publiques, les géants du cloud et du e-commerce, des plateformes de *streaming* et de *gaming*, les majors des cryptomonnaies, de la banque et de la finance et bien sûr de l'intelligence artificielle. Ces clients viennent y installer leurs propres serveurs dans lesquels ils vont **fabriquer des données**[29], les **traiter et les stocker** et en **extraire de la valeur** en les échangeant entre eux via des **services réseaux et d'interconnexion**[30] notamment dans des *meet me room.* Ce sont des salles dans lesquelles les télécoms peuvent se connecter les uns avec les autres et échanger des données[31].

---

[24] Elle gère 241 MW IT en France devant son concurrent Equinix qui en gère 234.Ce chiffre n'intègre pas les nouveaux data center de DR, qui consomment encore plus que les précédents - notamment le data center MRS6 de Bouc Bel Air (80MW). Chiffres de Hubblo.

[25] 200MW pour Dugny (93), 80MW pour Bouc Bel Air (13), 22MW pour Marseille

[26] Calcul fait sur la base d'une moyenne de 6 000 kwh annuels par habitant·es en France, tous usages confondus

[27] Digital Realty est le nom commercial de l'entreprise. Le nom complet est Digital Realty Trust Inc.

[28] Il existe d'autres modèles de data centers. Selon leur usage, ces centres peuvent être exploités directement par une entreprise (data centers privés d'une banque ou d'un opérateur télécom par exemple) ou opérés directement par des fournisseurs de services cloud. Google, Amazon et Microsoft construisent leurs propres data centers par exemple.

[29] 80% de la donnée est créée par les entreprises, 20% par les particuliers d'après Fabrice Coquio.

[30] L'interconnexion est un des fondements de l'architecture du réseau internet. Digital Realty permet à des opérateurs (disons Uber ou Netflix) de se connecter aux réseaux des fournisseurs d'accès (disons Orange ou Free Telecom) et de distribuer leurs contenus aux utilisateur·ices finaux.

[31] Définition de Soline Nivet dans Paris Ville Free

Une grande partie des data centers de Digital Realty sont occupés par les **cloud**[32] des fournisseurs de services et d'infrastructures cloud, Amazon Web Services, Google Cloud, Microsoft Azure et Oracle. Les **calculs intensifs d'intelligence artificielle** occupent une place significative dans les data centers de Digital Realty qui leur réservent des espaces dédiés appelés *clusters IA*, qui consomment encore plus d'énergie que les serveurs classiques. Les clusters IA des entreprises françaises Sesterce et Mistral AI[33] sont notamment hébergés chez Digital Realty à Marseille et en Essonne.

(d) Ce qu'il se passe dans un data center - l'exemple de Disney+[34]

Pour se rendre un peu mieux compte de comment tout cela fonctionne, prenons l'exemple de la plateforme étasunienne de streaming Disney+, qui a choisi de lancer son offre pour l'Europe depuis les infrastructures de Digital Realty à Marseille[35]. Il y a plusieurs couches à déplier.

Disney+ n'est pas propriétaire de ses propres serveurs mais utilisent ceux de Amazon Web Services, la division cloud de Amazon, dont elle est cliente[36]. L'entreprise Amazon Web Services est elle-même cliente de Digital Realty à Marseille[37], à qui elle loue des salles vides dans des data centers pour y installer ses serveurs, partagés entre plusieurs clients, comme Disney+. Ces serveurs permettent notamment de **stocker et de distribuer les films et les séries regardés par les utilisateur·ices en Europe.** En complément, Disney+ s'appuie également sur un autre type de serveurs appelés **réseaux de diffusion de contenu** (CDN, pour *Content Delivery Network*[38]*)*. Cette organisation repose sur une forme de **redondance** : les mêmes vidéos sont stockées, en même temps, dans plusieurs data centers, à différents endroits dans le monde, pour réduire leur temps de chargement (temps de latence).

Dans ces serveurs, Disney+ va aussi **traiter des données collectées sur ses utilisateur·ices,** comme leurs données personnelles, leurs préférences et leurs habitudes. La collecte, l'analyse et le commerce des données des utilisateur·ices font parti du modèle de revenus des plateformes de *streaming*. Ces données peuvent être par exemple réutilisées par Disney+ pour améliorer les algorithmes de recommandation, manufacturées[39] (ajout de cookies, de traceurs, de cybersécurité ...), ou alors échangées et revendues à d'autres entreprises, par exemple des plateformes de e-commerce qui pourraient être intéressées par

---

[32] Le cloud est l'infrastructure qui permet le fonctionnement de l'IA, de nombreux services et logiciels, ainsi que le stockage de données. Le cloud est en majorité possédé par Google, Amazon et Microsoft qui le vendent aux entreprises, états et particuliers. L'économiste Cécilia Rikap définit le cloud comme un système de contrôle, d'où ces entreprises tirent leur puissance.

[33] Le seul cluster de Mistral AI hébergé chez Digital Realty aux Ulis consomme près de 10 MW d'électricité.

[34] Si Disney+ et effectivement basé à Marseille et cliente de AWS, l'architecture de son organisation est ici donnée à titre d'exemple pour illustrer comment cela pourrait fonctionner mais ne constitue pas un exemple vérifié.

[35] Made in Marseille : https://madeinmarseille.net/a-la-une-marseille/77158-pourquoi-le-geant-americain-disney-a-choisi-marseille-pour-lancer-disney-en-europe/

[36] Amazon - https://press.aboutamazon.com/2021/4/the-walt-disney-company-uses-aws-to-support-the-global-expansion-of-disney

[37] Cloud Infrastructure Map - https://www.cloudinfrastructuremap.com/#/cloud-service-provider/amazon-web-services

[38] C'est ce qu'on appelle « le cache »

[39] Terme employé par l'industrie https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/comptes-rendus/cenum/l17cenum2526043_compte-rendu

ces données pour du **ciblage publicitaire.** Dans le data center, les flux vidéos sont également échangés directement avec les réseaux internet des opérateurs télécoms (comme Orange, Bouygues, SFR, Free) pour arriver dans les ordinateurs ou téléphone des utilisateur·ices.

(e) Un nouveau type d'entreprise: le fond d'investissement en immobilier coté en bourse (REIT)

La structuration juridique particulière de Digital Realty, crée en 2004 par un fond d'investissement au Texas, mérite que l'on s'y attarde. Comme la plupart des entreprises de data centers, Digital Realty est un REIT (*Real Estate Investment Trust*) ou pour le dire plus simplement, **un fond d'investissement en immobilier coté en bourse**[40]**.**

L'objectif d'un REIT est de dégager un maximum de **rentabilité de biens immobiliers destinés à la location** - ici des data centers, mais cela peut-être des logements ou des bureaux. Ce statut, **totalement exonéré d'impôts sur les sociétés en France et aux Etats-Unis**[41], favorise l'afflux de capitaux vers l'immobilier et entraîne par conséquent la financiarisation de ce secteur.

L'entreprise opte pour différentes approches en fonction des marchés. Soit elle construit elle-même ses propres data centers, soit elle rachète ceux déjà opérationnels de concurrents selon le principe des fusions-acquisitions, ou procède à des *joint ventures* qui sont des entreprises conjointes avec des partenaires locaux.

Digital Realty tire de ses biens immobiliers **une rente sous forme de loyers** garantie sur le long terme, complétée par la facturation de **services d'interconnexion,** qui sont aujourd'hui leur source de profit la plus importante. La particularité de ce statut est que les bénéfices issus des revenus locatifs générés par les data centers sont obligatoirement distribués aux actionnaires. Le REIT est donc particulièrement attractif pour les investisseurs, qui y voient une **source de revenu stable et peu risqué**[42]**.** Pour donner quelques chiffres : les contrats de location signés entre Digital Realty et ses clients ont une durée de 5 à 25 ans[43], et ses data centers sont actuellement remplis à 90%[44]. Digital Realty a profité de la très forte demande en hébergement, portée par le cloud et l'IA pour augmenter ses loyers de 32% au premier trimestre 2026, et enregistre près de 2 milliards de dollars de contrats déjà signés pour ses data centers en cours de construction[45].

---

[40] En France on parle SIIC, société d'investissement en immobilier.

[41] Ce statut est valable pour la société fondatrice du groupe, le Digital Realty Investment Fund. Ses filiales françaises sont en majorité des SCI.

[42] Contrairement aux entreprises de la big tech qui investissent beaucoup en recherche et développement et en "innovation" et dont les revenus sont volatiles, ce statut permet à DR d'être perçu comme une valeur refuge particulière stable appréciée des investisseur puisque Digital Realty signe des contrats de location d'espace de longue durée avec ses clients, ce qui lui permet d'avoir des revenus prévisibles. Ce statut permet également de lever des capitaux importants sur les marchés financiers.

[43] Les contrats de location s'étalent de 25 ans pour les consortium des câbles, 10 à 20 ans pour les clients cloud.

[44] DC Mag - https://dcmag.fr/les-resultats-trimestriels-de-digital-realty-entre-record-et-tension-de-capacite-2t-2026/

[45] idem

Parmi les actionnaires majoritaires de l'entreprise on retrouve BlackRock, Vanguard, Cohen & Steers et State Street, soit parmi les **plus importants fonds de pensions et gestionnaires d'actifs financiers du monde.** Ces fonds sont actionnaires de référence d'un grand nombre de multinationales, notamment du complexe militaro-industriel, de la pharmacie et de la tech. On trouve aussi le Fonds Souverain Norvégien parmi l'actionnariat majoritaire de Digital Realty, et le président Donald Trump à titre d'actionnaire individuel.

(f) Les clients de Digital Realty.

L'entreprise a plus de 5 000 clients dans le monde[46], essentiellement des fournisseurs de cloud[47] comme Lumen Technologies, Oracle[48], Google Cloud, Amazon Web Services et Microsoft Azure[49], de services informatiques comme Nvidia, Meta, IBM et LinkedIn, des banques telles que Morgan Stanley et JP Morgan, des opérateurs télécoms comme Zayo Group et AT&T, des médias comme Comcast, des plateformes d'e-commerce et de streaming[50] et des services étatiques.

Dans les data centers de Digital Realty à Marseille[51] sont hébergés les cloud des big tech Oracle, Amazon, Google, Microsoft, mais aussi les données de Meta, Disney, YouTube et Tik Tok. Parmi les clients français qui se côtoient sur les étagères marseillaises de serveurs, on retrouve les géants du luxe et de la cybersécurité Louis Vuitton et Atos, les fleurons du complexe militaro-industriel Capgemini et Lafarge, mais aussi France Télévision, auprès de qui Digital Realty a remporté deux marchés publics de 1,9 millions d'euros. On retrouve aussi des clients locaux, comme la Métropole Aix-Marseille, l'Établissement français du sang, l'Agence Régionale de Santé (ARS), l'Olympique de Marseille, la Société des Eaux de Marseille, et l'incubateur de startup de la CMA CGM[52].

On retrouve également des clients issus des administrations et du secteur public. Digital Realty héberge à Marseille des clouds labellisés SECNUM Cloud[53], c'est-à-dire les clouds répondant à des normes de sécurité particulières et utilisés par l'État pour héberger ses données dites "souveraines", comme les données de santé ou de fonctionnement des institutions régaliennes. Il s'agit principalement des cloud *Sens*, opéré par Thalès et Google et *Bleu*, géré par Microsoft, Orange et Capgemini. L'entreprise indique également héberger des données académiques et des applications de l'État Français, notamment le réseau Renater (CNRS, INRIA) et le Ministère de la Culture.

---

[46] Gouvernement Etasunien - https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1297996/000110465926015365/dlr-20251231x10k.htm

[47] Si elle garde la plupart de ses clients anonymes, ses comptes indiquent que la majorité de ses revenus proviennent du secteur de la tech étasunien, notamment des fournisseurs de cloud.

[48] L'opérateur de cloud Oracle est ainsi le deuxième plus gros client de l'entreprise, tandis que son plus gros client, issu du secteur tech, représente 12% de son chiffre d'affaires.

[49] Cloud Infrastructures - https://www.cloudinfrastructuremap.com/

[50] Rapport 10K - Février 2026 https://investor.digitalrealty.com/static-files/a444db72-d0c1-45e2-b082-ed6363542a9e

[51] Digital Realty - https://go2.digitalrealty.com/rs/087-YZJ-646/images/Metro_Brief_Digital_Realty_2504_Marseille.pdf

[52] Fabrice Coquio, avril 2023 - Podcast Extra Muros

[53] 5% de son chiffre d'affaires en France est réalisé via des applications SecNum Cloud. 2% par le secteur public. Source DR.

50% à 70% des 650 clients hébergés dans les data centers de Digital Realty en France sont **extra-européens, principalement étasuniens**[54] - de quoi balayer les fallacieux arguments de *souveraineté des données et des data centers* mis en avant par ses dirigeants.

Partie 2 — Marseille, comptoir méditerranéen de data center et plateforme logistique de Digital Realty

Cette deuxième partie de l'enquête propose de comprendre pourquoi Digital Realty a choisi Marseille spécifiquement pour en faire le cœur de son empire mondial de centre de données et une *plateforme logistique* de la donnée. Il faut d'abord se pencher sur **l'histoire coloniale des infrastructures** si on veut comprendre pourquoi Marseille est aujourd'hui au cœur des échanges numériques mondiaux. Car ce qui rend Marseille si unique et stratégique pour les promoteurs de data centers, c'est que son littoral est historiquement le **point d'arrivée de nombreux câbles sous-marins de télécommunication.**

(a) La position « géostratégique » du littoral marseillais au cœur des communications mondiales : continuités infrastructurelles et idéologiques

C'est depuis **Marseille, port au cœur de l'architecture coloniale de l'empire français**, que sont posés les premiers câbles télégraphiques sous-marins reliant la France à l'Algérie à travers la Méditerranée, **empruntant le tracé des routes du commerce maritime colonial.** Un premier câble est installé en 1870 entre Marseille et Annaba. Il sera suivi par un câble Marseille - Alger, posé sous les ordres d'Adolphe Thiers puis par des liaisons entre Marseille Oran, Bizerte et Skikda[55].

Dès les années 1850, les câbles sous-marins télégraphiques jouent un rôle stratégique dans le fonctionnement des empires coloniaux français et britannique. En reliant Londres et Paris à leurs colonies, ces câbles rendaient possible la transmission rapide d'informations, permettant aux capitales impériales d'administrer leurs colonies à distance, de faciliter le commerce et de coordonner des opérations militaires. **Les câbles télégraphiques sont des outils importants du contrôle impérial, renforçant le contrôle politique et la surveillance des empires sur leurs colonies**[56].

Télégraphe, radio-télégraphe, téléphone, internet analogique puis numérique, les technologies et leurs usages ont changé. Pourtant, les câbles de fibre optique actuels empruntent encore les mêmes routes que leurs prédécesseurs, témoignant ainsi des **rapports de pouvoir, de la continuité historique, idéologique dans laquelle ces infrastructures de communication s'inscrivent**.

---

[54] Fabrice Coquio, audition au Parlement, mai 2026

[55] Chronologie des câbles en Méditerranée - Gérard Fouchard, Les télécommunications sous-marines en Méditerranée occidentale entre 1850 et 2002 https://www.persee.fr/doc/acths_1764-7355_2009_act_128_5_1533

[56] Les câbles sous marins, chapitre 3 De la géographie à la géopolitique, Camille Morel, CNRS édition

C'est ce tragique héritage, *rebrandé* sous le terme de *position géostratégique*[57] qui va intéresser l'industrie des data centers, qui parle de Marseille comme un *comptoir*[58], un *avant poste numérique transcontinental*[59] ou comme une *porte d'entrée*[60] de la donnée. Il s'agit à partir d'un même espace, d'accéder à la fois aux riches marchés européens mais aussi d'aller *conquérir* de nouveaux marchés à fort potentiel, notamment le continent africain, la région SWANA et l'Asie du Sud Est, perçus comme des immenses réserves de futurs utilisateur·ices à monétiser rapidement[61].

« Les routes d'échanges numériques d'aujourd'hui portées par les câbles sous-marins sont les héritières des grandes routes commerciales d'hier : il est heureux de constater que celles-ci empruntent exactement les mêmes tracés. Aux carrefours commerciaux qu'étaient Constantinople, Samarkand ou Alexandrie se sont substitués des nœuds d'échanges numériques tels que Francfort, Paris ou Marseille. Les ports sous l'antiquité ou au Moyen-Âge, et les sites d'atterrage des câbles sous-marins, sont les portes d'entrée des marchandises et données échangées. Leurs infrastructures se prolongent vers les communautés de consommateurs : voies romaines ou fluviales, forums et marchés hier ; réseaux Télécom terrestre ou sous-marin et data centers aujourd'hui. » explique le dirigeant de l'entreprise, Fabrice Coquio dans une note sur Linkedin[62].

La position géographique de Marseille présente l'avantage de pouvoir faire remonter très rapidement et sans obstacles (pas de montagnes) ces précieuses données le long des autoroutes du couloir rhodanien, vers les riches centres financiers européens offrant donc à ces data centers un **avantage compétitif majeur.**

Enfin pour Digital Realty, Marseille est également une première étape dans la structuration de leur **expansion dans le pourtour méditerranéen et en Europe centrale.** Une fois le hub de Marseille consolidé, l'entreprise a construit des data centers à Rome, Athènes, en Crète, à Barcelone, Sofia, Ankara, Zagreb et Tel-Aviv.

,

[57] Invest in Provence - https://www.investinprovence.com/filieres-excellence/economie-numerique/big-data-data-centers

[58] France Culture - Question du soir - Avril 2026 - Interview de Sami Slim, président de Telehouse https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/questions-du-soir-le-debat/la-france-est-elle-faite-pour-les-data-centers-8494398

[59] Le Méridional - https://lemeridional.com/a-la-une/comment-digital-realty-a-fait-de-marseille-un-hub-mondial-de-la-data-en-dix-ans/

[60] Digital Realty- https://www.digitalrealty.com/fr/data-centers/emea Le terme de l'industrie est « gateway »

[61] Le pdg de l'entreprise explique ainsi que l'état infrastructurel actuel et la maturité commerciale des marché de la majorité des pays du continent africain ne permet pas d'y ouvrir des data centers. Et qu'il est plus simple de se baser à Marseille pour cela. Cela est contredit par la politique expansionniste africaine actuelle de l'entreprise, qui a récemment ouvert plusieurs centres sur le continent (Ghana, Kenya)

[62] Linkedin - https://fr.linkedin.com/pulse/marseille-lun-des-derniers-hubs-côtiers-télécom-et-de-fabrice-coquio

(b) Le tour du monde en 95 millisecondes[63]

En 2026, 99 % du trafic internet mondial[64] est assuré par 600 câbles sous-marins de fibre optique. Beaucoup de ces câbles sont de petite taille, reliant une île par exemple. Sur ces 600, 34 câbles internationaux passent par la France, dont 19 par Marseille[65]. Cela peut sembler modeste, mais la plupart de ces **19 câbles comptent parmi les plus longs et plus utilisés au monde.** Chaque jour, **les données de 6 milliards de personnes à travers 57 pays transitent par le littoral marseillais, via des stations d'atterrage**[66] situées au niveau des plages du Prado, Bonneveine, Vieille-Chapelle et de la Digue du Large dans le Grand Port Maritime.

Les tracés de ces 19 câbles sont par ailleurs hautement stratégiques car ils relient, via Marseille, les grands centres financiers européens (dits du FLAP pour Francfort, Londres, Amsterdam, Paris) aux pays du pourtour méditerranéen, la région SWANA, l'ensemble du continent africain ainsi que l'Asie du Sud Est. 20% des flux transitant par Marseille viennent d'Inde par exemple.

Parmi ces 19 câbles, il y a **2AFRICA** surnommé *le câble le plus long du monde*, copropriété de Meta. Long de 45 000 km, ses 16 paires de fibre optique relient 33 pays, l'ensemble des pays côtiers du continent Africain avec l'Asie et l'Europe et la région SWANA, en 180 térabits par seconde. Le câble arrive sur le sol européen via MRS3, ancien hangar à sous-marins du IIIe Reich transformé en data center par Digital Realty. Il y a aussi **PEACE**, long de 25 000 km initié par China Mobile et qui relie l'Europe, Afrique et Asie du Sud Est. On peut aussi nommer **BLUE - RAMAN,** initié par Google et qui relie l'Inde, la région SWANA et l'Europe en passant par Israël.

(c) Construire des data centers à proximité des câbles, une histoire de profits

Pour Digital Realty, **l'intérêt de positionner des data centers à proximité immédiate des points d'atterrage de câbles est donc de tirer profit des flux de milliards de données qui passent par le littoral et les capter pour en extraire de la valeur.**

Plus un data center est proche de l'arrivée des câbles, plus la vitesse de transmission des données y est rapide. La réduction du temps de latence, c'est-à-dire la vitesse de transmission du transfert des don-

[63] Temps de transport d'une donnée entre Marseille et Bombay selon Digital Realty

[64] Seul 1% du trafic internet transit par satellite. Cette raison est avant tout économiques : la pose de câble sous mer est beaucoup moins contraignante et coûteuse que la pose de câbles terrestres ou la construction de satellites.

[65] Les 600 câbles, qui supportent 99% du trafic internet, sont de tailles et capacités très diverses. Certains font quelques centaines de kilomètres et ont un faible débit, quand d'autres en font des millions et peuvent transporter des milliards de données à la seconde. A titre de comparaison, il y avait en 2023 11 câbles internet entre les Etats-Unis et l'Europe.

[66] Lieu physique de réception de la partie marine du câbles et jonction avec sa partie terrestre.

nées est un des enjeux majeur du développement infrastructurel. Cette proximité permet de **favoriser la rapidité des interconnexions**[67] **et la mise en lien avec les réseaux télécoms**[68].

Depuis 2020 et la création d'une nouvelle station d'atterrage, sur laquelle nous reviendrons plus tard dans cet article, certains câbles, notamment 2Africa[69] Peace et Medloop se branchent directement dans les data centers de Digital Realty dans l'enceinte du Port.

(d) Un terrain propice

En plus de **4 data centers déjà opérationnels et très rentables** (MRS1,MRS2, MRS3, MRS4), hébergeant des **infrastructures essentielles du réseau** comme des cœurs de réseaux[70] et des points d'échanges internet[71]**,** directement connectés à l'arrivée de nombreux **câbles intercontinentaux sous marins de fibre optique**, le territoire marseillais a d'autres *atouts* que Digital Realty a fait le choix d'exploiter à son profit[72] :

- des **réseaux télécoms et connectivité** abondants,
- des **réseaux électriques** maintenus par le service public et une **électricité peu chère**, d'origine nucléaire dite *décarbonée*,
- une **réserve d'eau fraiche qualité potable**, la Galerie à la Mer
- un **espace accueillant** pour construire de nouveaux data centers, le Grand Port Maritime de Marseille avec du foncier industriel disponible exempté de taxe[73] et géré directement par l'État,
- des **pouvoirs publics plutôt conciliants** notamment régionaux et métropolitains,
- des **institutions culturelles et un tissu associatif** fragilisés par le retrait progressif de l'action publique,
- l'**absence**, jusqu'en 2024, de **contestations citoyennes** sur ces enjeux,
- un **vaste arrière-pays**, notamment le territoire de Plan-de-Campagne, perçu comme une réserve foncière pour y construire de futurs data centers,
- l'**absence de concurrence** sérieuse qui la propulse d'emblée en situation de monopole et en contrôle d'un nœud stratégique du réseau.

---

[67] Un point d'échange internet ou Internet Exchange Point (IXP) est une infrastructure technique essentielle. La chercheuse Fanny Lopez les compare à des "gares de triage", la métaphore est parlante. C'est un lieu physique où plusieurs réseaux (fournisseurs d'accès Internet, opérateurs mobiles, CDN, hébergeurs, etc.) se connectent pour échanger directement du trafic entre eux, au lieu de passer par des intermédiaires. Les IXP sont souvent hébergés dans des data centers. Ils y occupent des salles spéciales, séparées des autres installations.

[68] Camille Morel, Les câbles sous marins, chapitre 2 L'écosystème des câbles sous marins, CNRS Edition

[69] Ville de Marseille - https://www.marseille.fr/sites/default/files/contenu/logement/PDF_Concertations/55-ap-2africa_.pdf

[70] Gautier Roussilhe - https://gauthierroussilhe.com/media/pages/ressources/les-coeurs-de-reseaux/f2bb4bad10-1667379334/poster-ict-core.pdf

[71] Les points d'échange internet à Marseille France-IX Marseille (Disponible dans MRS1 et MRS2) DE-CIX Marseille (disponible dans MRS1 et MRS2 et MRS5), BBIX Marseille (disponible dans MRS2), Hopus (disponible dans MRS1), NL-IX (MRS5), NEtIX (MRS5)

[72] Vidéo de promotion du hub de Marseille - https://lafibre.info/videos/datacenter/202105_Interxion_marseille_mrs2_mrs3_mrs4.mp4

[73] Le port constitue une sorte de "zone franche". Selon le chercheur Clément Marquet, le Grand Port Maritime de Marseille est une zone exonérée de taxe foncière depuis 1942, et les entreprises implantées ne paient pas de taxe foncière à la ville.

Tout cela dans le contexte de la *France à Macron*, cette *startup nation*[74] qui dès 2017 entend faire de la France « la première terre d'accueil des centres de données en Europe » - ou pour reprendre les mots de Bruno Lemaire, une *data center nation* notamment par le biais de réductions sur les tarifs de l'électricité[75] et autres incitations fiscales.

(e) Digital Realty à Marseille : états des lieux du butin[76]

Aujourd'hui à Marseille Digital Realty est en situation de quasi monopole. Elle possède quatre data centers opérationnels et deux sont en construction – représentant un total de 63 000 m^2 de foncier et une puissance de raccordement de **178 MW, l'équivalent de la consommation annuelle de 260 000 marseillais·es**[77].

C'est depuis un espace singulier, le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM), qu'elle a débuté la construction de son hub. Placé sous la tutelle de l'État et exempté de taxe foncière, le GPMM a été particulièrement accueillant pour l'entreprise. En 8 ans, elle a reçu l'autorisation d'exploiter **5 parcelles situées sur le foncier portuaire,** qui figuraient parmi les derniers espaces libres dans l'enceinte du GPMM. La prédation exercée par Digital Realty sur le foncier portuaire s'est faite au détriment d'autres projets logistiques ou culturels comme un centre de logistique décarboné, et un centre culturel associatif.

Il s'agit des anciens **hangars de réparation navale** Fouré-Lagadec, bâtiment Fressinet classé remarquable (data center MRS2, 16 MW, 4 000m2, 2018), puis d'une **ancienne base sous-marine allemande construite pendant l'occupation de Marseille par les nazis durant la Seconde Guerre Mondiale** (bail emphytéotique de 49 ans, data center MRS3, 24 MW, 7 000m^2, 2020), puis sur **deux anciennes friches industrielles commerciales** des années 1960-70 (data center MRS4, 20 MW, 7 000m^2, 2022), et enfin l'**ancien silo à sucre Saint-Louis-Sucre** (data center MRS5, 22 MW, 12 000m^2, en cours de construction).

L'entreprise a également obtenu le droit de construire une **sous-station électrique privée** uniquement dédiée à alimenter son data center MRS4, sur une **parcelle qui appartient au port** située sur le Chemin du Littoral et d'**exploiter les eaux fraîches qualité potable** de la Galerie à la Mer. Ces éléments sont détaillés plus tard dans l'enquête.

Il faut ajouter MRS1, un **ancien grenier à grain du centre ville transformé en data center** dans les années 2000 par Jean-Louis Dreyfus, revendu à SFR puis à Interxion. Signalons que ce data center partage ses

[74] Discours de Emmanuel Macron - https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/06/15/discours-du-president-de-la-republique-au-salon-vivatech-201

[75] La France terre de data center, par Bruno Lemaire - https://www.challenges.fr/entreprise/tech-numerique/le-maire-veut-faire-de-la-france-le-champion-europeen-des-centres-de-donnees_643291

[76] Vidéo de Digital Realty pour ses 10 ans à Marseille : https://www.youtube.com/watch?v=ioxUWhB3-eM&t=2s

[77] Calcul fait sur la base de 6 000kv/h / an par habitant·e en France en moyenne.

locaux avec un **commissariat de police dédié à la surveillance des habitant·es** (Centre de Supervision Urbaine).

Elle entame en juillet 2026 la construction de son 6ème data center (20 000m², 80 MW) au nord de Marseille, sur la commune de Bouc-Bel-Air, sur l'emplacement d'un ancien entrepôt logistique de Décathlon. Ce data center sera majoritairement dédié au cloud de l'Etat français, dit cloud souverain[78].

L'entreprise a annoncé en 2026 vouloir construire MRS7, MRS8 et MRS9 en région marseillaise.

Partie 3 — Les stratégies d'influence Digital Realty pour s'implanter à Marseille.

Ce troisième volet de l'enquête, centré sur l'action de l'entreprise à Marseille, propose de comprendre quelles sont les ressources dont Digital Realty dépend pour construire ses data centers, et quels mécanismes d'influence l'entreprise va déployer auprès des élites politiques et patronales locales afin de sécuriser cette prédation sur les ressources communes, et neutraliser les potentielles contestations.

1. Assurer un accès aux ressources

(a) Prédation sur le réseau public d'électricité

Le **réseau électrique de la région** PACA, construit dans les années 1970, n'est **plus adapté à la demande actuelle**[79]. La Région n'est pas autonome et importe 56% de sa consommation électrique[80]. Certains **postes électriques sont même saturés** - c'est-à-dire qu'ils ne peuvent pas accueillir de nouveaux raccordements, notamment à Marseille[81]. C'est dans ce contexte que le gestionnaire public du réseau (RTE) prévoit que la consommation de la région va doubler d'ici 2030[82], notamment à cause de la *relance industrielle* et des data centers.

À cela s'ajoutent les effets des **crues et canicules à répétition** qui engendrent des coupures de courant régulières. Ces pressions sur le réseau génèrent une série d'**enjeux de priorisations** des capacités disponibles et des **conflits d'usage** contre lesquels se battent de nombreux habitant·es[83].

Ces tensions sur le réseau ne sont pas nouvelles. En 2022 Digital Realty avait obtenu la mise en place d'une infrastructure spécifique pour sécuriser l'alimentation de son data center MRS4. L'entreprise a fait

[78] Digital Realty - https://www.digitalrealty.com/fr/about/projects/mrs6

[79] RTE - https://assets.rte-france.com/prod/public/pdf/web_download/public/2026-10/2026-10-19-rte-mediterranee-electrification-sud-est-france-2030.pdf

[80] 17,3 TWh produits en 2025 pour 39,3 TWh consommés. https://mesinfos.fr/provence-alpes-cote-d-azur/comment-rte-va-satisfaire-les-besoins-d-electricite-en-2030-dans-le-sud-est-248723.html

[81] RTE - https://www.services-rte.com/files/live/sites/services-rte/files/Agglom%C3%A9ration%20Marseillaise.pdf

[82] RTE indique avoir reçu + de 6 GW de demandes de raccordement électrique dans la zone, soit autant que sa consommation actuelle, à horizon 2030.

[83] Voir le combat des CIQ des 15e et 16eme ainsi que les collectifs d'habitant·es aux Pennes Mirabeau et à Bouc Bel Air - L'ADN - https://www.ladn.eu/tech-a-suivre/data-centers-a-marseille-entre-hub-mondial-et-luttes-locales/

construire par RTE[84] d'une **sous-station électrique privée à son usage exclusif,** de façon à acheminer l'électricité au plus près de son data center. Cette sous station se situe sur une parcelle appartenant au Grand Port Maritime de Marseille, située Chemin du Littoral. En 2026, l'entreprise a également demandé la création d'une liaison privée pour raccorder son data center MRS6 au réseau public.

Cette situation de saturation est un frein majeur pour Digital Realty, qui invoque la *nécessité absolue*[85] de sécuriser des capacités électriques au nord de Marseille dès 2028. **Sans augmentation de la capacité de transport et de distribution du réseau électrique, pas de MRS7, MRS8 et MRS9.**

Lobbying pour de nouveaux postes électriques

Afin de pallier aux carences du réseau et anticiper la construction de ses futurs data centers, Digital Realty va déployer une stratégie d'influence visant **l'instance publique en charge de réfléchir à l'intégration de nouvelles infrastructures numériques en région marseillaise,** le Comité de Pilotage Câbles et Data Center[86]. Ce comité est piloté par la Préfecture des Bouches-du-Rhône[87].

Pour environ 135 000€ **Digital Realty missionne**, entre 2022 et 2026, son cabinet de lobbying Stan[88] **d'identifier les orientations et priorités de l'état en matière d'implantation de data centers à Marseille**[89]. En parallèle, Fabrice Coquio intervient dans des colloques organisés par l'agence aux côtés des Ministres de l'énergie et de l'industrie pour plaider le besoin de nouvelles infrastructures électriques au nord de Marseille[90].

Le Comité de Pilotage finit par **désigner le territoire de Plan-de-Campagne comme celui qui accueillera les futurs data centers de la région**[91] et enclenche la création de nouvelles infrastructures électriques pour les accueillir.

---

[84] La sous station a été financée par Digital Realty, mais construite par RTE.

[85] Débat Public Marseille Fos - https://www.debatpublic.fr/sites/default/files/2025-07/FBP-CA102-Digital-Realty.pdf

[86] Composé de RTE et ENEDIS, de la Chambre de Commerce (ou siège Fabrice Coquio), du Grand Port de Marseille, l'ADEME, la ville de Marseille, Euroméditerranée, la région et le département

[87] Ce travail a été précédé par une étude de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (Agam) sur les possibilités d'implantation des data centers dans l'arrière-pays marseillais en 2023.

[88] Ces informations sont disponibles sur le site de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP). Il est obligatoire en France pour les entreprises de renseigner annuellement leurs activités de représentation d'intérêt. Les obligations à remplir sont bien maigres, mais donnent tout de même une orientation. L'entreprise passe par des agences spécialisées ou des proxy, tels que des unions d'industriels (Provence Fabrique des Possibles) ou le lobby France Data Center, pour défendre ses intérêts de manière indirecte et plus diffuse, rendant par là son influence plus difficile à suivre précisément. L'année 2025 marque un tournant. En complément de cette stratégie, Digital Realty défend désormais ses intérêts en son nom propre, notamment pour défendre ses intérêts à l'échelle locale.

[89] Haute Autorité pour la Transparence de la vie publique - https://www.hatvp.fr/fiche-organisation/?organisation=793795352#&fiche=5HASFTYH

[90] En juin 2025 à Paris le think tank du groupe En Territoire et l'agence de communication institutionnelle Séance Publique organisent un colloque aux allures universitaires portant sur les enjeux de décarbonation, de souveraineté et de compétitivité. Plusieurs personnalités politiques, comme Agnès Panier-Runacher, Ministre de la Transition écologique, Marc Ferraci, Ministre de l'Industrie, ou encore Clément Beaune interviennent et assistent à cette conférence. Fabrice Coquio, le pdg de Digital Realty, fait partie des intervenant·es venus défendre la construction de nouvelles infrastructures électriques en région Sud

[91] RTE - https://assets.rte-france.com/prod/public/2025-02/SDDR2025-principales-orientations-fiche5-raccordement-industrie.pdf

Les sociétés responsables du réseau public d'électricité, RTE (en charge du transport de l'électricité à haute tension sur de grandes distances) et ENEDIS (en charge de la transformation et distribution de l'électricité aux utilisateur·ices) sont missionnées par l'état de **créer 550 MW de capacité de raccordement supplémentaire d'ici 2030**, qui serviront **uniquement à alimenter les futurs data centers,** dont ceux de Digital Realty donc.

Dans le détail :

- La création par RTE d'un **nouveau poste électrique mutualisé** (ORRéM ou Offre de Raccordement de Référence Mutualisée) dit de Plan-de-Campagne d'une puissance de 550 MW. Ce nouveau poste de 4 000m² sert à amener le courant à 225 000 volts jusqu'à proximité de la zone. Le coût des travaux est estimé à **72,7 millions d'euros**. Les coûts sont répartis au prorata de la puissance demandée, via un système de quote-part à hauteur de 92 900 € par MW demandé[92].
- La création par ENEDIS d'un **nouveau poste source**[93] de 5 000 m² dit de Baume Baragne**,** raccordé par deux liaisons souterraines 225 000 V au futur poste RTE de Plan-de-Campagne. Ce poste abaisse la tension reçue du réseau RTE (225 000 volts) pour la transformer en 20 000 volts, tension utilisable pour alimenter les data centers.
- La création par RTE d'un **raccordement spécifique** pour le data center de Digital Realty à Bouc Bel Air, MRS6, qui sera raccordé au nouveau poste de Plan de Campagne une fois terminé[94].

En juin 2026, RTE indique que **10 nouveaux data centers sont prévus ou en cours de discussion dans la zone,** pour une puissance de raccordement de 585 MW.

Cette initiative étatique répond ainsi directement aux demandes de Digital Realty et va lui permettre de poursuivre son expansion régionale sans embûches. L'ambition assumée par l'Etat est de fabriquer un *écosystème d'excellence* pour les opérateurs de data centers, et de servir avant tout les intérêts des promoteurs de data centers, et non ceux des habitant·es du territoire de Plan de Campagne qui n'ont pas été consulté·es, contrairement aux industriels.

Lobbying pour une nouvelle ligne très-haute-tension

Une fois la construction de ces deux nouveaux postes assurés, il s'agit pour Digital Realty de faire **venir davantage d'électricité dans le secteur.** Pour défendre ses intérêts, rien de tel que de trouver des relais et s'allier avec ses pairs. Fabrice Coquio devient ainsi membre et ambassadeur de **Provence Fabrique des**

[92] Dossier de saisine de la CRE pour ORREM Plan de Campagne

[93] Le poste source est un poste électrique du réseau de distribution d'électricité. C'est l'un des derniers éléments entre le client et le réseau électrique. Il est destiné à alimenter des abonnés domestiques ou industriels par une succession de lignes et transformateurs qui abaissent la tension jusqu'à la tension de type HTA (typiquement 20 kV en France). (Source : Wikipedia)

[94] Dossier de Consultation du public pour le raccordement, octobre 2026

Possibles, un **groupement d'intérêts d'une centaine d'industriels qui ambitionnent de s'implanter dans la zone Marseille-Fos et l'étang de Berre.**

À ses côtés, on retrouve Rodolphe Saadé pour la CMA-CGM, Patrick Pouyanné pour Total Energies, les président·es de Airbus, Arcelor Mittal, Dassault Aviation, Lafarge, Vinci, Orange, mais aussi des organisations industrielles et patronales ou des représentants de l'Etat, comme Christophe Castaner pour le Grand Port de Marseille. Ce joyeux groupe est orchestré par les différentes entités du groupe de lobbying territorial *EnTerritoire*, notamment le cabinet *Stan* qui est missionné[95] d'organiser des discussions informelles ou des réunions en tête-à-tête avec de nombreux élus et parlementaires : député·es, sénateurices, collaborateurices du Président de l'Assemblée nationale ou du Président du Sénat, membres du gouvernement ou de cabinet ministériel chargé·es de l'aménagement du territoire, ruralité et collectivités territoriales, etc.

L'objet de toute leur attention est la **création d'une nouvelle infrastructure électrique,** la ligne Très Haute Tension (THT de 400 kV) envisagée par RTE depuis de nombreuses années entre les communes de Jonquières-Saint-Vincent et Fos-sur-Mer[96] et qui **servirait à acheminer de l'électricité pour alimenter leurs 31 projets industriels dits décarbonés**[97].

Cette nouvelle infrastructure électrique concerne directement les intérêts de Digital Realty[98]. « Les projets futurs de data centers dépendent fondamentalement de la mise en place de la ligne THT » rappelle Fabrice Coquio. Le gestionnaire du réseau RTE détaille effectivement que **15 à 20% des 4 GW** qui seraient amenés à circuler à travers cette ligne à très haute tension sont censément **dédiés aux data centers.**

Les coalitions d'associations mobilisées depuis de nombreuses années[99] pointent que pour l'instant **on ne sait pas encore où seront produits ces 4 GW[100].** On ne peut que craindre que ces infrastructures vont accélérer **la construction de nouveaux sites de production électrique, notamment nucléaires.**

---

[95] Haute Autorité pour la Transparence de la vie Publique - https://www.hatvp.fr/fiche-organisation/?organisation=793795352#&fiche=W3UNDJNV

[96] Débat Public Marseille Fos - https://www.debatpublic.fr/sites/default/files/2025-12/SDDR-CA38-Provence-Fabrique-des-Possibles.pdf

[97] Une ligne très haute tension permet le transport de l'énergie électrique, des centrales électriques vers les réseaux de distribution qui alimentent les consommateurs selon leurs besoins. (Source Wikipedia)

[98] Débat Public Marseille Fos - https://www.debatpublic.fr/sites/default/files/2025-07/FBP-CA102-Digital-Realty.pdf

[99] La construction de cette ligne a généré depuis plusieurs années une importante mobilisation, avec plus de 32 associations comme le collectif STOP THT 13/30. Son tracé est hautement décrié, car il se trouve dans une zone extrêmement riche en avifaunes et que les lignes à haute tension sont la principale cause de mortalité de l'avifaune dans le monde.

[100] Débat Public Marseille Fos - https://www.debatpublic.fr/sites/default/files/2025-07/FBP-CA72-THT-13-30.pdf

Assigner l'état en justice pour ne pas payer ses factures

L'électricité est de loin le principal coût de fonctionnement d'un data center. Même si l'entreprise bénéficie d'une réduction sur les tarifs de l'électricité[101], toute cette électricité[102] lui coûte tout de même un *pognon de dingue.*

Alors, pour payer moins, l'entreprise fait du lobbying au niveau national avec ses camarades de la filière data center[103], mais elle a aussi poursuivi plusieurs fois l'État français en justice pour demander le remboursement d'une partie de ses factures d'électricité. En 2014, l'entreprise *Interxion*, avant son rachat par Digital Realty mais déjà sous la direction de Fabrice Coquio, a assigné la Commission de régulation de l'énergie (CRE) pour lui demander **la restitution de 2,8 millions d'euros**[104], correspondant à sa contribution au service public de l'électricité, versée entre 2010 et 2013. Puis en 2019 et 2020, l'entreprise a à nouveau assigné l'état en justice **pour demander le remboursement de 1,9 millions d'euros**[105] **puis 205 000 euros**[106] **de facture d'électricité** qu'elle estime avoir injustement payé pour alimenter ses data centers en électricité. Elle a été déboutée par la Cour de Cassation, et condamnée à verser des dédommagements à l'Etat à hauteur de plusieurs milliers d'euros et à régler la totalité de ses factures.

La firme a beau faire 500 millions d'euros de chiffre d'affaires en France et 30% de croissance annuelle, cela n'empêche pas de vouloir faire des économies sur les factures d'électricité. Et qu'est-ce qui est moins cher que l'électricité pour refroidir des data centers ? L'eau bien sûr, puisqu'elle est *gratuite*.

(b) Prédation sur les ressources en eau

Greenwashing subventionné

L'entreprise est donc allée quémander des **subventions publiques** pour mener à bien une formidable **opération de greenwashing** basée sur l'utilisation d'une réserve d'eau qualité potable pour refroidir à moindre frais ses data centers marseillais.

[101] En 2018, l'Assemblée nationale a voté une aide fiscale pour les data centers, consistant à appliquer un tarif réduit à la taxe intérieure de consommation finale d'électricité (TICFE)/ La taxe est divisée par 2 au-delà du premier GWh consommé. Cette mesure est toujours en vigueur en 2026.

[102] L'électricité représente 30 % des dépenses des data centers, qui ont donc un fort intérêt à optimiser leurs opérations . L'immense majorité du refroidissement des centres de données de Digital Realty est opéré par des groupes froids qui marchent à l'électricité.

[103] Haute Autorité pour la Transparence de la vie publique - https://www.hatvp.fr/fiche-organisation/?organisation=534233887#&fiche=Y3GTQU0H

[104] Pappers - https://justice.pappers.fr/decision/c988e7514c64fd63051ae249faf9324fc605a802

[105] Pappers - https://justice.pappers.fr/decision/bde0c49664ffb4e6e9704e3a869582859f8ca3bb?entreprise_nom=INTERXION+FRANCE&entreprise_siren=423945799

[106] Pappers - https://justice.pappers.fr/decision/9b65092eab3cfb80d27c0c670f6abc6d726718c8

En 2018, la multinationale texane a obtenu de la Préfecture des Bouches-du -Rhône l'autorisation de **détourner pour une durée de sept ans**[107] **les eaux de la cunette de la Galerie à la Mer**[108]**, afin de les récupérer pour refroidir les data centers MRS2, MRS3 et MRS4 et MRS5.** Les eaux fraîches de cette cunette, qui sont à 15,5 degrés toute l'année et de **qualité potable**, sont ainsi captées et injectées dans un circuit de refroidissement dans le *data center*, pour échanger leurs *frigories* contre des c*alories* dans des *échangeurs thermiques*. Elles repartent ensuite, réchauffées à environ 27 degrés, d'après l'entreprise, dans la Galerie à la Mer, à destination de la Méditerranée où elles sont rejetées au niveau de Cap Pinède[109].

L'État a financé en partie les travaux de détournement des eaux de la Galerie à la Mer vers les data centers de Digital Realty, à travers deux subventions publiques. Sur un total d'à peu près 15 millions d'euros d'investissements, la Région Sud a ainsi apporté 800 000 euros, tandis que l'Agence publique de la transition écologique, l'ADEME, a subventionné le projet à hauteur d'1,9 millions d'euros au nom du fond pour la *décarbonation de nos industries*. Cette *innovation vertueuse* a été réalisée en partenariat avec les entreprises semi publiques Dalkia Smart Building et EDF Méditerranée.

Comme nous le soulignions en 2024 dans notre enquête publiée avec la Quadrature du Net[110], ce système de refroidissement est un argument phare de la communication de Digital Realty, présenté comme une « solution innovante verte minimisant l'impact écologique » de l'entreprise, alors que les chiffres fournis par l'entreprise elle-même montrent que la réduction de la consommation d'électricité avec ce système est minime[111]. Dans la presse, **Digital Realty se vante d'utiliser de l'eau gratuite d'une installation publique**[112]**.**

L'attribution de cette eau à un industriel entre en concurrence directe avec d'autres usages plus vertueux. Pendant l'enquête publique sur le sujet, plusieurs communes traversées par la Galerie à la mer avaient demandé à pouvoir récupérer ces eaux, notamment pour de l'agriculture urbaine, usage pour la voirie ou pour en faire des réserves stratégiques pour les pompiers. Le collectif des Gammares demande à ce que la galerie soit rebouchée pour que l'eau retourne dans les nappes karstiques.
Surnommé *river cooling*, ce dispositif est régulièrement mis en avant par Digital Realty pour présenter ses data centers comme étant « éco-responsables », pourtant il ne permet pas à lui seul de refroidir les

---

[107] Nous avons demandé à la Préfecture si l'autorisation avait été renouvelée mais n'avons pas obtenu de réponse à ce jour.

[108] La « Galerie à la Mer », construite en 1905, permet d'évacuer le trop plein d'eau des anciennes mines de charbon de la ville voisine de Gardanne, située à 15km au nord de Marseille. Ce trop plein est versé dans la Méditerranée au niveau de Cap Pinède à Marseille. Gérée depuis 2007 par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), l'autorité nationale de service géologique, la Galerie est composée d'une partie supérieure, utilisée pour évacuer les eaux d'exhaure (ferrugineuses) de l'ancienne mine vers la mer, et d'une partie inférieure, dite « cunette », qui permet de collecter et évacuer les eaux de ruissellement et d'infiltrations provenant du Massif de l'Étoile à proximité. D'après le document de conclusion à l'enquête publique en 2018, écrit par le commissaire enquêteur en charge, l'eau de la cunette est une eau « de très bonne qualité » et de « qualité potable » pouvant donc servir à la population ou de réserve stratégique en cas de besoin, dans une région sujette aux sécheresses.

[109] Bureau de recherches Géologique et minière - https://brgm.hal.science/hal-01100951/document

[110] La Quadrature du Net et le Nuage était sous nos pieds - https://www.laquadrature.net/2024/11/20/accaparement-du-territoire-par-les-infrastructures-du-numerique/

[111] Selon les chiffres donnés par l'entreprise lors de l'enquête publique du projet MRS5, on constate que le *river cooling* permettra de réduire de seulement 4,33% la consommation totale en électricité du bâtiment.

[112] Data Center Dynamics - https://www.datacenterdynamics.com/en/news/interxion-switches-on-river-cooling-at-marseille-data-centers/

data centers, qui sont en grande partie rafraîchit avec des groupes froids fonctionnant avec des fluides frigorigènes. **Digital Realty a été plusieurs fois mise en demeure par les autorités car de nombreuses fuites[113] de ce gaz aux très hauts pouvoirs polluants et destructeurs de la couche d'ozone ont été rapportées sur les data centers MRS2 et MRS3 du Grand Port Maritime**.

La galerie à la mer n'est pas la seule ressource en eau accaparée par Digital Realty à Marseille, puisque le data center MRS1, situé au cœur de la ville, utilise pour son refroidissement 56 000 m^3[114] d'eau issue du réseau de Marseille chaque année, c'est-à-dire l'équivalent de la consommation de 1000 personnes en France.

(c) Accaparement du foncier métropolitain

L'ambition assumée par le dirigeant de l'entreprise, Fabrice Coquio, est très claire : **le hub numérique de Marseille a vocation à s'étendre bien au-delà des frontières de la ville**[115]**,** notamment car les nouveaux data centers dédiés au cloud et à l'IA consomment des surfaces foncières très importantes[116]**.** Dès son arrivée la firme jette son dévolu sur le territoire situé entre le nord de Marseille et Aix-en-Provence, particulièrement sur les communes de la zone commerciale de Plan-de-Campagne[117], qualifiée de *meilleur endroit* pour les data centers.

Afin d'être les plus rentables possibles, les data centers doivent être construits dans un rayon de 30km autour de l'arrivée des câbles sous-marins, afin de pleinement bénéficier de la vitesse permise par cette proximité (temps de latence), avantage concurrentiel majeur qui fait la *réputation* internationale du hub marseillais[118]. Cet *impératif* est seulement financier et non technique.

Parmi le peu de contraintes qui subsistent - la majorité ayant été écrasée par un intense lobbying de la filière - les data centers doivent respecter les règles de l'urbanisme, et sont soumis à des autorisations particulières en raison de leur dangerosité (Installations Classées Pour la protection de l'Environnement - ICPE) et leur construction doit être prévue dans **les schémas de planification territoriaux et urbains**, comme les SDAGE, SRADDT, les SCOT et les PLUi[119]. Ces obligations légales obligent Digital Realty a trai-

---

[113] Marsactu - https://marsactu.fr/des-fuites-de-gaz-fluores-ombre-au-tableau-du-developpement-exponentiel-des-data-centers/ et https://marsactu.fr/bref/digital-realty-de-nouveau-epinglee-apres-des-fuites-de-gaz-fluores-dans-un-data-center/

[114] Audition de Fabrice Coquio, 2026, commission d'enquête parlementaire.

[115] A Marseille seul 4,7 % du foncier marseillais sont à vocation purement économique, avec d'importantes pressions liées aux besoins en logement, en équipements publics, en espaces naturels et en infrastructures" souligne Laurent Lhardit, adjoint au maire de Marseille chargé du dynamisme économique et député PS-NFP.

[116] D'après la Métropole Aix Marseille, la taille moyenne des projets de data center a presque triplé en 2 ans, passant d'environ 6 350 m^2 entre 2013-2023 à 17 000 m^2 en 2025. A titre d'exemple, le data center MRS5 (2024) fait 11 000m^2, tandis que le suivant, MRS6 (2026), en fait 26 000.

[117] Plan de Campagne est une zone commerciale de 350 000 m2, située au nord de marseille est au sud de Aix en Provence. Elle couvre plusieurs communes notamment Cabriès, Bouc Bel Air, les Pennes Mirabeau.

[118] Cet élément est notamment mis en avant par la Métropole Aix-Marseille dans son document cadre de juillet 2025 https://deliberations.ampmetropole.fr/documents/metropole/deliberations/2025/06/30/ANNEXE/109679_137785_109679%20Annexe.pdf

[119] Ces documents de planifications précisent à différentes échelles (régionale, métropolitaine ou communauté de communes) la stratégie, les objectifs et les règles fixées par ces collectivités dans plusieurs domaines de l'aménagement du territoire. Les règles concernant la constructibilité, les zones pouvant accueillir des ICPE, l'artificialisation des sols, les zones dédiées aux industries .. sont notamment prévues dans ces différents documents, qui doivent répondre d'une cohérence commune.

ter avec différentes instances territoriales pour s'implanter, et pour se faire la firme va chercher à séduire, intégrer et contrôler ces instances.

Prise de fonction au sein des instances de la Métropole Aix-Marseille

Un des leviers les plus notables de la stratégie de l'entreprise pour influer sur les décisions métropolitaines est certainement **la prise de fonction de Fabrice Coquio au sein de plusieurs instances du Conseil de Développement de la Métropole Aix-Marseille-Provence**[120] instance consultative de la Métropole Aix-Marseille, créée pour faire participer les patrons locaux aux décisions métropolitaines.

Depuis 2022, Fabrice Coquio y cumule les fonctions : **membre de son bureau exécutif,** l'organisme décisionnaire en charge de définir la feuille de route du Conseil de Développement. Il est également **vice-président délégué chargé du numérique et membre du Collège des Partenaires,** autre instance de ce Conseil, où siègent 60 membres désignés, par la Présidence de la Métropole, en l'occurence l'ancienne présidente, Martine Vassal (LR).

Pour Digital Realty, c'est un endroit parfait pour avancer ses pions et tisser des liens avec le tissu politico-économique régional. Le Conseil de la Métropole a par exemple rédigé une Charte *pour un usage éthique de l'IA par et pour la métropole*[121], qui propose notamment d'utiliser l'IA dans les services publics et les administrations. Le Conseil émet aussi des recommandations[122] sur les projets d'aménagement du territoire qui sont intégrés dans les schémas de programmation territoriaux comme le Plan de Mobilité, le SCoT, le PLUi, objets d'un intérêt tout particulier pour Digital Realty.

Or les schémas d'urbanismes de la Métropole Aix-Marseille n'intègrent actuellement pas la question des data centers. Ce qui est hautement problématique pour M.Coquio, qui y voit un frein majeur à l'expansion territoriale de son entreprise.

« Pour préparer MRS 7, 8, 9, et les suivants, je ne sais pas où on s'arrêtera, il est fondamental de pouvoir concilier les parties prenantes des projets (..) à commencer par la Métropole Aix-Marseille Provence. Les pouvoirs publics doivent valider ce qui est prédestiné à recevoir des installations. C'est vraiment ce que j'appelle de mes vœux depuis très longtemps : la programmation urbaine.[123] »

[120] Conseil de Développement de la Métropole - https://conseil-developpement.ampmetropole.fr/

[121] Conseil de Développement de la Métropole - https://conseil-developpement.ampmetropole.fr/wp-content/uploads/2023/09/CONTRIBUTION-CODEV-CHARTE-I-A_VF.pdf

[122] Conseil de Développement de la Métropole - https://conseil-developpement.ampmetropole.fr/wp-content/uploads/2024/04/CONTRIBUTION-CoDev_SCoT.pdf

[123] Gomet - https://gomet.net/fabrice-coquio-met-la-pression-sur-aix-marseille/

En parallèle à cette prise de poste, entre 2022 et 2026, la multinationale fait appel à son agence de lobbying, Stan[124] qu'elle missionne pour **obtenir des informations sur le contenu des réflexions, la feuille de route et travaux en cours à la Métropole sur le sujet des data centers**[125]. Ces missions, pour lesquelles Digital Realty débourse environ 135 000€ (les montants précis ne sont pas divulgués), ont consisté par exemple à organiser des discussions informelles ou des réunions en tête-à-tête avec des fonctionnaires, des agent·es de l'Etat et autres responsables publics. Les lobbyistes ont également été chargé·es de transmettre aux décideurs publics des informations, et des expertises *dans un objectif de conviction*.

La Métropole indique s'être « nourrie d'entretiens avec des opérateurs et professionnels du secteur [126] » pour élaborer ses travaux sur les data centers - on peut donc supposer que Digital Realty a été consulté.

Ces actions semblent fructueuses. En 2025 la Métropole Aix-Marseille affirme sa volonté **d'accueillir *vertueusement*** de futurs data centers[127], en les intégrant dès que possible dans ses outils de planification urbaine. Elle propose également **la *clusterisation* des data centers,** c'est-à-dire de prévoir leur regroupement sur un ou plusieurs sites dédiés, dans une optique de faciliter le travail pour les promoteurs dans une approche « clé en main ». Elle propose de simplifier les procédures ainsi que de **mutualiser les infrastructures, notamment électriques.** Ces éléments vont permettre d'accélérer la construction et la mise en service des infrastructures numériques dans la Région.

(d) Mainmise sur les infrastructures réseaux

On l'a vu précédemment, **les câbles sont le moteur de la transformation de Marseille en hub numérique**. Il y a donc un **fort enjeu pour Digital Realty à en faire venir d'avantage,** et inciter les propriétaires de câbles, notamment les big tech comme Google et Meta, à venir connecter leurs nouveaux câbles à Marseille.

Pour réceptionner les câbles, il faut créer des infrastructures dédiées, c'est ce qu'on appelle des **stations ou chambres d'atterrage** dans lesquelles va se faire la jonction entre les parties marine et terrestre du câble.

Depuis 1870, date de la pose du premier câble télégraphique entre Marseille et Annaba en Algérie, les câbles traversent arrivent par le littoral sud de la ville, traversent le Parc national des Calanques (depuis

---

[124] Stan est une agence d'influence, qui fait parti du groupe En Territoire. EnTerritoire est un puissant groupe de conseil et agence de lobbying basée à Marseille dont la spécificité est de concevoir des stratégies d'influence et conseiller les multinationales sur les meilleures manières de s'implanter dans les territoires qui les intéressent. Il s'agit essentiellement de tisser des liens avec les pouvoirs publics locaux - métropoles, régions, départements, communes et de faciliter l'obtention de marchés publics, l'accès à des ressources notamment énergétiques et foncières, ou encore empêcher de potentielles réglementations ou frein à leur développement. Mais aussi d'anticiper et empêcher en amont toutes potentielles contestations des projets.

[125] Haute Autorité pour la transparence de la vie publique - https://www.hatvp.fr/fiche-organisation/?organisation=793795352##

[126] Dans son plan stratégique la Métropole indique s'être "nourrie d'entretiens avec des opérateurs et professionnels du secteur" pour élaborer ses travaux sur les data centers - on peut donc supposer que Digital Realty, en tant que leader mondial du secteur et en position quasi monopolistique à Marseille ait été consulté.

[127] Métropole Aix - Marseille - https://deliberations.ampmetropole.fr/documents/metropole/deliberations/2025/06/30/ANNEXE/109679_137785_109679%20Annexe.pdf

2012) et sont raccordés dans des chambres d'atterrage situées au niveau des plages du Prado, de Bonneveine et de la Vieille-Chapelle. Ces stations, historiquement gérées par France Télécom puis Orange, situées sur la voie publique, sont bien remplies, et il y a un **intérêt stratégique à diversifier à la fois les routes des câbles ainsi que les points d'entrées et proposer de nouvelles infrastructures d'atterrages pour les futurs câbles.**

Partenariat avec le Port intelligent en Méditerranée et financement public d'infrastructures d'atterrage

Digital Realty construit des data centers, pas des infrastructures câblières. En revanche l'entreprise est partenaire du **French Smart Port in Med**[128]**,** littéralement **le Port français intelligent en Méditerranée** programme initié par le Grand Port Maritime de Marseille avec la Chambre de Commerce et Aix-Marseille Université, et dont l'objet est de faire du port de Marseille un *port de la donnée*[129] en misant sur la **construction d'infrastructures du numérique publiques et privées en son sein comme levier d'attractivité et de différentiation,** dans un contexte de compétition entre ports.

C'est ainsi qu'entre 2019 et 2020, l'établissement public entame la construction, sur ses fonds propres, de sa propre infrastructure de réception de câbles. Cette **nouvelle infrastructure d'atterrage intégrée pour câbles sous-marins** consiste à faire passer les câbles par des « fourreaux individuels reliant la mer et les chambres d'atterrage à terre en passant sous la Digue du Large (située dans l'enceinte du Port), avant de se raccorder au réseau de télécommunication terrestre et/ou aux data centers environnants ». La première phase, terminée en 2020, **permet d'accueillir jusqu'à six nouveaux câbles.**

Les nouveaux câbles vont être raccordés au réseau terrestre dans les quatre data centers de Digital Realty, situés dans l'enceinte du Port. En 2020, le plus grand câble du monde, 2Africa[130], majoritairement financé par Meta, arrive dans la Digue, et se branche directement dans MRS3. En 2021, Digital Realty signe un accord avec les propriétaires du câble sous-marin PEACE pour installer leurs équipements de terminaison et d'interconnexion directement au sein du data center MRS2 à Marseille. En 2023, le nouveau câble MedLoop arrive à Marseille par cette infrastructure, et se branche directement dans les data centers de Digital Realty.

Cette **nouvelle infrastructure numérique, financée par les pouvoirs publics, bénéficie directement à Digital Realty** puisque la connexion directe de ces câbles au sein de ses data centers est un argument

[128] En 2019, le "French Smart Port in Med' signe une convention de partenariat avec un collectif de partenaires publics et privés dans le but "d'accélérer le développement du port du futur." Interxion fait partie des entreprises signataires du partenariat, aux côtés de la CMA-CGM et de la société d'armement Naval Group. Au sein de cette coalition, l'industriel va pouvoir pousser ses priorités et contribuer à façonner le devenir de cet espace. https://www.smartportengrand.com/le-french-smartport-in-med

[129] Port de Marseille - https://www.marseille-port.fr/projets/cables-sous-marins

[130] Ville de Marseille - https://www.marseille.fr/sites/default/files/contenu/logement/PDF_Concertations/55-ap-2africa_.pdf

commercial majeur.

Qu'une multinationale étasunienne devienne un point de passage obligé des échanges numériques mondiaux soulève bien entendu de nombreuses questions. Cette concentration lui confère des pouvoirs de négociation particulièrement importants et entérine des **situations de mise en dépendance**[131]. Digital Realty est par ailleurs soumise au droit extraterritorial étasunien, posant bien sûr la question du contrôle de l'administration étasunienne sur les communications mondiales.

2. S'insérer dans l'élite locale

Afin de s'assurer cette prédation sur les ressources publiques, au fil des années, Digital Realty a déployé **une stratégie d'insertion au sein des élites politiques et économiques locales,** notamment à travers la figure de son président Fabrice Coquio, qui cultive une certaine proximité avec les cercles de pouvoirs.

(a) Fabrice Coquio, patron et militaire

Quand Digital Realty rachète *Interxion* en 2019, elle rachète aussi son dirigeant français. Après plus de trente ans à arpenter leurs couloirs climatisés, Fabrice Coquio est un vétéran des data centers. Fin connaisseur des milieux institutionnels et économiques français, il dirige aujourd'hui les 17 entités qui composent la galaxie Digital Realty en France et pilote sa stratégie d'expansion méditerranéenne[132].

Le profil de celui que la multinationale a choisi pour le représenter en Europe éclaire sur les ambitions et la stratégie de l'entreprise. Régulièrement invité à l'Élysée, à l'Assemblée Nationale, dans divers Ministères et à de nombreux colloques, il est moteur dans la défense et promotion des intérêts de la filière en France, notamment par la création du **lobby des data centers, France Data Center en 2008, dont il est membre fondateur et encore élu.** Il est également **membre fondateur de France IX,** le gestionnaire du principal point d'échange Internet en France (IXP) créé en 2010, et qui interconnecte plus de 600 réseaux télécoms.

Pour ce qui concerne Marseille, il revendique fièrement être à l'origine de la création du hub numérique de Marseille, et est **élu à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Aix, siège au Conseil de Développement de la Métropole Aix-Marseille ainsi qu'au sein des lobbies industriels régionaux One Provence et Provence Fabrique des Possibles.** Il est membre de l'**UPE13** (MEDEF) et de **plusieurs réseaux privés de patrons**, notamment le Club Ivy à Paris, et le Club 29 à Marseille.

[131] Géopolitique du Numérique, Ophélie Coelho, chapitre 4 instrumentaliser les dépendances
[132] Liste disponible sur le site pappers.com

On ne sait quel exploit ou service éminent rendu à la Nation lui vaut de recevoir la **Légion d'honneur** en décembre 2021, sur proposition de Bruno Le Maire, alors ministre de l'Économie, fervent promoteur de la *France Data Center Nation* et artisan d'allégements fiscaux sur mesure pour le secteur. C'est le général Benoît Durieux, directeur de l'IHEDN (Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale), un organisme de formation géré par le ministère de la Défense qui lui épingle les insignes de chevalier de l'Ordre national.

Fabrice Coquio est lui-même membre auditeur de l'IHEDN depuis 2018. Il participe et intervient sur les enjeux mer et défense lors de séminaires de l'institution militaire, aux côtés de Naval Group et de divers gradés. Il a notamment été invité à suivre et à participer en tant qu'auditeur en 2018-2019 à la session nationale sur les enjeux et stratégies maritime[133]. Il propose également des visites de data centers marseillais aux membres de l'institut militaire[134].

Fabrice Coquio est également depuis 2020 membre de la réserve de la Marine nationale. Il est capitaine de frégate, avec le grade de Commandant. On peut supposer que c'est cette passion pour l'uniforme qui est à l'origine du partenariat liant la Marine Nationale et Digital Realty, et qui propose aux officiers de l'armée de venir pantoufler chez Digital Realty, et aux employé·es de l'entreprise de devenir réservistes de la Marine.

(b) Copinage avec les politiques locaux

La photo de famille de l'anniversaire des 10 ans de Digital Realty à Marseille est sans équivoque. Autour de Fabrice Coquio les représentants de l'Etat, de la Mairie, de la Préfecture, de la Région et de la Métropole sont tous là et témoignent des bonnes relations que l'entreprise entretient avec la classe politique. En effet, que ce soit les maires de la ville, Jean-Claude Gaudin (de 1995 à 2020, LR), qui a réservé un *accueil chaleureux* à Interxion, et Benoit Payan (depuis 2020, PS) qui ne tarit pas d'éloges : « les data center transforment le petit port de pêche du XIXe siècle en l'un des grands piliers de l'économie mondiale du XXIème siècle », ou les dirigeants régionaux et métropolitains - Renaud Muselier (président de la Région Sud, RE) qui est de toutes les inaugurations[135] et défend l'entreprise lors de la rupture avec le MUCEM[136], sans oublier Martine Vassal présidente de la Métropole (de 2018 à 2026, LR), cliente de Digital Realty[137], qui présente ses vœux depuis le data center MRS4, la classe politique locale s'accorde pour voir dans la présence de l'entreprise une **formidable opportunité** de développement pour la ville et région et soutenir son développement. Et si quelques voix se font entendre dans l'opposition au Conseil Municipal, elles ne

[133] IHEDN - https://ihedn.fr/notre-actualite/escales-mediterraneennes-pour-les-auditeurs-de-la-majeure-enjeux-et-strategies-maritimes-de-la-session-nationale-de-lihedn/

[134] Digital Realty - https://x.com/digitalrealtyFR/status/1835559286069403966

[135] Le Monde - https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/05/31/l-americain-interxion-s-impose-en-france-comme-un-acteur-majeur-des-centres-de-donnees_6082162_3234.html

[136] Marsactu - https://marsactu.fr/bref/la-fin-du-mecenat-entre-digital-realty-et-le-mucem-irrite-renaud-muselier-et-martine-vassal/

[137] La Métropole Aix-Marseille est cliente de longue date de Digital Realty. Les données métropolitaines sont stockées au sein des centres de données de l'entreprise, dans des serveurs Oracle. Les données de la Métropole étaient auparavant hébergées chez Microsoft, dans des data centers de Digital Realty.

portent pas loin. En 2021, Sébastien Barles propose de mettre en place un moratoire sur l'implantation des futurs centres de données ainsi qu'une taxe[138] sur les flux de données qui transitent dans les data centers. Ces deux propositions seront rejetées.

(c) Insertion dans l'élite patronale et complicité patronales

Prise de fonction au sein de la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix Marseille-Provence (CCIAMP)

Fabrice Coquio rejoint en 2021 **le bureau de la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix Marseille-Provence (CCIAMP), pour la mandature 2021-2026.**

La Chambre de Commerce est un établissement public dont l'objectif est de développer l'attractivité du territoire métropolitain pour attirer de nouveaux capitaux. Organe structurant de la vie politique et économique marseillaise, la CCIAMP défend les intérêts des patrons locaux et intervient sur de nombreux sujets importants pour Digital Realty. Quelques exemples.

La Chambre de Commerce participe à des groupes de travail et des **commissions stratégiques qui décident de l'implantation des câbles et des data centers,** notamment celles créées par la Ville de Marseille en octobre 2023[139], par la Métropole Aix-Marseille[140] ou au Comité de Pilotage câbles et data centers, sous l'égide de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, dont nous avons vu l'importance précédemment. Depuis 2021, elle **apporte également son soutien de façon active à l'ensemble des projets de data centers portés par Digital Realty**, comme l'en attestent les lettres de soutien[141] aux projets envoyées durant les phases d'enquêtes publiques de MRS5 et MRS6.

Depuis quelques années la CCIAMP s'est donnée pour mission de ***faire de la métropole un hub numérique***[142], et incite les entreprises de la tech et de l'IA à venir s'y implanter et poser de nouveaux câbles dans le Grand Port de Marseille[143]. Ce soutien sans faille à l'industrie du numérique fait que tout élu qui s'opposerait à la construction de data centers, s'oppose indirectement à la Chambre de commerce.

---

[138] La Provence - https://www.laprovence.com/actu/en-direct/6529817/marseille-les-ecologistes-veulent-une-taxe-sur-les-data-centers.html

[139] Made in Marseille - https://madeinmarseille.net/actualite/provence/147254-marseille-veut-reguler-implantation-des-cables-sous-marins-et-data-centers/

[140] Métropole Aix Marseille https://deliberations.ampmetropole.fr/documents/metropole/deliberations/2025/06/30/ANNEXE/109679_137785_109679%20Annexe.pdf

[141] Ville de Marseille - https://www.marseille.fr/sites/default/files/contenu/logement/PDF_Concertations/3-proces-verbal-de-synthese-data-center-mrs5.pdf

[142] Chambre de Commerce Aix Marseille Provence - https://www.cciamp.com/actualite/la-roadmap-numerique-du-port-de-marseille

[143] Chambre de Commerce Aix Marseille Provence - https://www.cciamp.com/actualite/le-cable-sous-marin-2africa-connecte-marseille-au-continent-africain

Sponsoring de l'agence de marketing territorial One Provence

Une autre instance publique taillée pour promouvoir les intérêts du patronat local[144] et que Digital Realty va investir est *One Provence* (anciennement *Provence Promotion - Invest in Provence*). Lancée en 2023 pour *redorer l'image de Marseille à l'international*, One Provence est l'agence d'attractivité économique et de marketing territorial[145] de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Pays d'Arles.

Fabrice Coquio est membre de son conseil d'administration et Digital Realty sponsorise l'agence, notamment un programme d'influence économique pour *connecter le territoire aux leaders mondiaux*.

Le numérique et les data centers sont mobilisés comme argument majeur auprès des potentiels investisseurs, notamment dans le cadre de campagne de communication visant à marketer le territoire comme un hub numérique de premier plan. Elle soutient le déploiement de la ligne THT, et a organisé des événements influents comme le Forum Aix-Marseille, que Fabrice Coquio a pu utiliser comme plateforme pour rallier politiques et entreprise à sa cause.

#membersonly : les clubs privés de dirigeants et les réseaux d'influence économique

Enfin, pour multiplier les points d'entrées, **Fabrice Coquio nourrit son réseau marseillais en investissant divers club de dirigeant·es.** Les *clubs de patrons* sont en général très discrets sur leurs activités, néanmoins on peut imaginer qu'ils sont des outils efficaces pour rencontrer d'autres dirigeants, tisser des liens et des stratégies communes.

Il est **adhérent de l'UPE13,** qui représente le MEDEF dans les Bouches-du-Rhône et est proche du Club Top 20, qui regroupe les patrons locaux, et comme nous l'avons déjà évoqué, Fabrice Coquio est **membre de plusieurs clubs privés de patrons**, à l'échelle nationale (Club IVY) et locale (Club 29).

Ce dernier, situé au 29e étage de la Tour La Marseillaise dans le quartier Euroméditerranée a été récemment inventé de toute pièce par l'agence de lobbying territorial *Stan,* qui en assure le recrutement et l'animation. **Fabrice Coquio en est membre et Digital Realty fait partie des entreprises partenaires, engagées dans la programmation du lieu et de son animation.** Parmi ses membres, on retrouve les pontes locaux - le Grand Port Maritime de Marseille, la Chambre de Commerce, les acteurs de la filière data centers, comme EDF, VINCI Construction ou Orange mais aussi des acteurs comme l'influent think tank ultra

[144] C'est une structure publique (SPL), détenue exclusivement par des collectivités locales qui lui confient différentes missions et majoritairement financée par la Métropole. L'agence mise sur le numérique comme une priorité pour le territoire et mobilise

[145] Une agence d'attractivité est une organisation chargée de renforcer l'attractivité d'un territoire et de le promouvoir auprès des entreprises, des investisseurs, des talents et des visiteurs, en mettant en avant ses atouts et en facilitant leur installation ou leur séjour.

libéral Institut Montaigne qui produit des livres blancs et rapports[146] visant à promouvoir la construction de data centers.

Digital Realty est également partenaire du **Club Informatique de Provence - CIP**, un club de décideurs et prestataires IT en Région Sud. Ensemble, ils organisent des *dîners de gala de décideurs* chez un concessionnaire TESLA aux Pennes Mirabeau, des soirées *rooftop* chez Pernod-Ricard sur le Vieux-Port, agrémentées d'une visite de data center ou d'un tour au musée du Pastis. Jusqu'en 2024, Digital Realty était également sponsor de **Marséa Nord,** un réseau influent qui représente et regroupe les acteurs économiques de Marseille Nord.

Soirées privées organisées par Digital Realty

L'entreprise organise occasionnellement à Marseille des *afterwork*, où elle convie son écosystème de clients et partenaires autour d'un verre et d'une vue mer, pour *partager des perspectives, renforcer les liens et faire émerger de nouvelles opportunités*[147] .

Transport de données, transport de marchandises : proximités avec la CMA-CGM

Les deux entreprises en position quasi monopolistique à Marseille partagent l'objectif de propulser *leur* territoire, Marseille, au rang des *villes qui comptent* sur l'échiquier mondial, en fabriquant le *storytelling* d'une *capitale de l'IA et de l'innovation*.

Pour fabriquer ce mythe, la CMA-CGM organise depuis 2024 un « **Sommet de l'Intelligence Artificielle » à Marseille**. Cet événement ouvert au grand public réunit responsables politiques, candidat·es à la Présidentielle, dirigeant·es de multinationales et de start-ups pour vanter les promesses de l'intelligence artificielle et promouvoir son *nécessaire* développement dans toutes les sphères de la société. Les conférences sont relayées par l'empire médiatique du groupe de la famille Saadé. **Fabrice Coquio y était présent pour une table ronde en 2025 et Digital Realty faisait partie des sponsors officiels des deux premières éditions.**

La CMA-CGM investit plus de 600 millions d'euros dans l'IA pour *optimiser* ses opérations et flux logistique de marchandises et conteneurs, notamment auprès de Google et Mistral AI. Le groupe finance plusieurs écoles et centres de formation dédiés IA à Marseille (Tangram, Campus Cyber IA Euromed à la Tour Mirabeau, École 42, Albert School, Grand Central) ainsi qu'un laboratoire de recherche en IA avec Xavier Niel et E.Schmitt, ancien PDG de Google et ZeBox, un accélérateur de startup, notamment en IA et logistique.

[146] Institut Montaigne - https://www.institutmontaigne.org/publications/infrastructures-numeriques-un-plan-decisif
[147] Linkedin Digital Realty - https://www.linkedin.com/posts/realconnections-staytuned-realconnections-ugcPost-7517823433674686464-hlxD/

3. Fabriquer l'acceptabilité sociale

Une fois l'accès aux ressources sécurisé et l'assurance de l'appui d'élite politique et patronale locale, **Digital Realty doit s'assurer de l'acceptabilité sociale de ces projets** - c'est-à-dire que le public et les élu·es ne les contestent pas. Il va s'agir d'**imposer un discours dans les médias, imposer son pouvoir financier pour remplacer les pouvoirs publics là où ils reculent par le mécénat et le sponsoring**, et **fabriquer une classe prolétaire captive,** dépendante des métiers en liens avec les infrastructures du numérique, par le biais de financement de formations ultra spécialisées.

(a) Imposer un discours : Une stratégie médiatique pour fabriquer crédibilité et désirabilité

A Marseille, l'entreprise peut compter sur la CMA-CGM, propriétaire de plusieurs médias locaux et nationaux de première importance, au rang desquels **BRUT, La Tribune, RMC, La Provence, BFM TV, BFM Business, BFM Marseille.** Une et pleines pages dans La Provence, visites guidées des data centers, interviews fleuves mettant en avant les dirigeants de l'entreprise, participation des journalistes de BFM aux événements privés de l'entreprise, ces média proposent une ample couverture des actions de Digital Realty, généralement bienveillante. Certains de ces contenus, comme un article[148] dans la Tribune et une émission de BFM Marseille[149], présentés comme du contenu journalistique, sont pourtant le fruit d'une **collaboration rémunérée**[150] entre les médias et la multinationale**.**

Ces interventions s'inscrivent dans une stratégie médiatique plus large. La bulle spéculative de l'intelligence artificielle et des data centers repose largement sur sa dimension réputationnelle. Il s'agit de convaincre à tout prix de l'absolue nécessité de ces projets politiques et économiques. Après deux décennies de communication relativement discrète, Digital Realty, qui travaille avec les agences Oxygen RP et NATS (Groupe EnTerritoires), opte désormais pour une approche beaucoup plus offensive et déploie une stratégie de communication multimédia destinée **à fabriquer tant de l'acceptabilité et de la désirabilité auprès du public, que de gagner en crédibilité auprès des pouvoirs.** Les arguments égrenés à longueur d'interview sont invariablement les mêmes : « **les data centers sont des infrastructures essentielles », « sans les data centers la France va rater le train de l'IA », « si les gens sont contre c'est parce qu'ils ne comprennent pas », « on construit des data centers car les gens regardent des vidéos de chat » , « les data centers de Digital Realty sont éco-responsables », « Digital Realty est une entreprise sociale » ou encore « Digital Realty est une chance pour la France et pour Marseille ».**

---

[148] La Tribune - https://www.latribune.fr/article/supplement/supplement/la-tribune-now.html/73730992245721/aim-marseille-avec-digital-realty-l-infrastructure-au-coeur-de-la-revolution-ia-en-europe

[149] BFM TV & Digital Realty - https://events.digitalrealty.com/marseillebfm

[150] Il s'agit d'un « article partenaire » soit un contenu sponsorisé

Ces narratifs fabriquant un écran de fumée ont pour but de **déplacer le débat** et masquer les problématiques réelles (extractivisme minier, épuisement des ressources, exploitation des travailleur·euses, technofascisme, pollutions, santé publique ...) pour **anticiper et endiguer les contestations potentielles de ses futurs chantiers.**

Les équipes de communication de Digital Realty et leurs agences ont façonné la figure de Fabrice Coquio en tant qu' *expert data center* pour la presse. Il y multiplie les interviews, distille son *savoir*, et emmène les influenceurs et journalistes dans des visites *immersives* de data centers, tant avec la presse tech spécialisée, que la presse nationale (nombreuses apparitions sur TF1, France TV, M6, Radio France, BFM, Le Monde, Le Figaro..) et locale. Il partage des moments complices dans les data centers marseillais avec Jamy de l'émission *C'est pas sorcier* sur sa chaîne Les Épicuriens. Pour cibler un public plus jeune, mentionnons un partenariat rémunéré avec le média *cool* Konbini, aboutissant à la création de trois vidéos YouTube et Instagram avec l'influenceur Dobby Elfe, dont une discussion avec Fabrice Coquio, amplement diffusées sur les réseaux sociaux.

(b) Imposer son pouvoir financier : Acheter la paix sociale à coût de millions d'euros

« Leur stratégie, c'est d'acheter la paix sociale à coups de millions d'euros. Cette boîte a compris que, pour inciter ses opposants à la boucler, la meilleure façon n'était pas la force, mais de signer des chèques. Et dans une ville dont les institutions culturelles se plaignent régulièrement – et à raison – de manquer de subventions, le mécénat est une arme imparable » explique un *fin connaisseur de la vie politique marseillaise* cité par le journal L'Humanité[151].

Face à la multiplication des oppositions, Digital Realty a choisi d'ouvrir le carnet de chèques.
Sur BFM TV, le directeur marketing de l'entreprise **indique avoir investi 300 millions d'euros**[152] « dans des projets culturels à Marseille ».

Ces investissements sont par ailleurs vu d'un très bon œil par le Maire de Marseille, qui indique vouloir favoriser les porteurs de projets de data centers ayant une « politique pérenne de mécénat local notamment dans les champs de la formation, de l'inclusion sociale, de l'environnement[153] ». Sébastien Barles, anciennement adjoint au Maire B.Payan en charge de la transition écologique indique que la mairie a opté pour la position de *dealer* avec Digital Realty. En d'autre termes, la ville facilite l'implantation de Digital

[151] L'Humanité - https://www.humanite.fr/social-et-economie/numerique/on-est-un-peu-les-sacrifies-de-la-data-city-a-marseille-les-data-centers-colonisent-les-quartiers-populaires

[152] BFM TV - https://www.bfmtv.com/economie/replay-emissions/01-business/video-la-region-sud-terre-des-data-centers-27-06_VN-202507010489.html

[153] Conseil municipal 23/10/22 - Stratégie municipale pour une implantation planifiée et régulée des câbles sous-marins et des data centers sur le territoire marseillais. Délibération 23/0568/VAT

Realty pour que la multinationale prenne en charge une partie des compétences qu'elle ne parvient plus à exercer.

Le recul massif des financements publics est une opportunité pour Digital Realty. En se substituant aux pouvoirs publics, l'entreprise se rend ainsi indispensable et s'ancre profondément dans le maillage territorial. Elle dispose de leviers importants pour négocier avec les collectivités locales, instaurant un rapport de force et de dépendance.

La balance bénéfice / implication penche largement en faveur de l'entreprise. **Les montants investis sont en effet dérisoires au regard des sommes colossales engrangées par l'entreprise, mais le bénéfice réputationnel est important.** Ces différentes formes de mécénat apparaissent comme une tactique pour se lier avec les pouvoirs publics et se présenter comme une entreprise respectable, impliquée et concernée.

Bien entendu, les mécénats en nature et en compétence que pratique Digital Realty lui donne droit à une série de mécanismes de défiscalisation[154] et de réduction de l'impôt sur les sociétés.

Et pour celleux qui douteraient de la sincérité de la démarche, qu'on se le dise, Fabrice Coquio « trouve minable de critiquer les entreprises qui investissent dans la culture ou le social. Nous faisons cela pour aider la ville, pas pour nous acheter une image[155] ».

Mécénat de proximité[156], ou la diplomatie du carnet de chèque

Mécénat du MUCEM

À peine arrivée en ville, un des premiers gestes de l'entreprise Interxion- Digital Realty en 2015 est de devenir *mécène fondateur* - c'est-à-dire l'un des principaux sponsors privé - du MUCEM, le nouveau musée public de la ville, ouvert en 2013 à l'occasion de Marseille Capitale européenne de la Culture.

Entre 2015 et 2025, l'entreprise va financer à hauteur d'environ **100 000 euros par an certaines des activités du musée** (chiffre pour l'année 2024). Cet argent servait principalement à financer les activités périphériques du musée, dont les ressources principales viennent du Ministère de la Culture. On peut estimer au total qu' environ **1 million d'euros sur 10 ans ont été apportés pour les différentes activités du musée.** Suite à un an de mobilisation militante, en décembre 2025 le MUCEM a décidé de ne pas reconduire le

[154] Ecole de la 2me chance - https://e2c-paris.fr/devenir-mecene#1638464812211-34fbfc00-ef54

[155] L'Humanité - https://www.humanite.fr/social-et-economie/numerique/on-est-un-peu-les-sacrifies-de-la-data-city-a-marseille-les-data-centers-colonisent-les-quartiers-populaires

[156] La Provence - https://www.laprovence.com/article/region/1913842017488614/marseille-malgre-les-inquietudes-des-habitants-il-y-aura-de-nouveaux-data-centers-sur-le-territoire

partenariat de mécénat qui le liait depuis 10 ans avec l'entreprise étasunienne de data centers Digital Realty[157].

Ce sponsoring permettait à Digital Realty d'apposer son logo sur les murs et les communications du MUCEM, d'inviter ses clients à des vernissages, de parler du musée dans des communications commerciales ainsi que d'y organiser des réceptions mondaines, comme la soirée de lancement du data center MRS2[158], tout en bénéficiant de déductions fiscales importantes.

Il permet aussi à Digital Realty de se mettre en avant lors d'expositions. En 2023, le MUCEM propose une exposition intitulée Connectivités[159], qui invite les visiteur·euses à explorer « le développement des échanges internationaux en Méditerranée, depuis l'ouverture des routes maritimes au XVIe siècle jusqu'au développement des réseaux de câbles sous-marins qui transportent les data numériques.» Au sein de l'exposition, **une installation artistique intitulée Connexités III est produite en partenariat avec Digital Realty.** Ce dispositif a pour ambition de montrer la place centrale de Marseille dans les échanges mondiaux de données[160].

En mars 2025, des élus écologistes de la ville de Marseille et des associations, dont le collectif le Nuage était sous nos pieds, proposent au MUCEM d'organiser dans ses murs un forum pour parler des enjeux posés par les centres de données. Le musée décline la proposition.

Passion forts militaires : Mécénat de La Citadelle de Marseille

Exit le Fort Saint Jean (qui abrite le MUCEM) bonjour le Fort Saint Nicolas, l'autre fort militaire qui domine l'entré du Vieux-Port. En octobre 2026 l'entreprise annonce devenir mécène de la restauration du fort[161] pour une durée de quatre ans. Construit en 1660 par Louis XIV pour mater les volontés d'indépendance des marseillais·es, le fort Saint Nicolas est classé monument historique. Les projets de restauration et d'ouverture au public du Fort sont gérés par les associations Acta Vista et La Citadelle de Marseille (association du groupe SOS), avec qui Digital Realty a signé le partenariat. Le montant de ce partenariat n'a pas été rendu public.

La firme étasunienne parraine aussi l'**Association Vauban**, une association marseillaise de passionnés de bunkers rencontrée en 2018 lors de l'obtention du bunker nazi *Martha* par Digital Realty.

---

[157] L'inter-collectif Divest from Digital Realty avait initié une campagne pour demander la rupture du partenariat de mécénat entre le Mucem et Digital Realty, visant notamment à éclairer les liens qui relient ce géant étasunien et plusieurs entreprises israéliennes impliquées dans la colonisation des territoires palestiniens.

[158] Youtube de Digital Realty - https://www.youtube.com/watch?v=iRiFo09omv

[159] MUCEM - https://www.linkedin.com/posts/mucem_visitevirtuelle-activity-7105094115582746624-0Jg4/

[160] Blog en revenant de l'expo - https://www.enrevenantdelexpo.com/2017/12/22/mucem-connectivites-mediterranee-xxie-siecle/

[161] Dépêche - https://www.petitesaffiches.fr/actualites,069/economie,045/digital-realty-et-cap-ingelec-s,47018.html

Cette stratégie de mécénat des institutions culturelles et du patrimoine ne se limite pas au MUCEM et à la Citadelle de Marseille. En 2024, lors de la conférence de presse des 10 ans de présence de l'entreprise à Marseille, M. Coquio a indiqué financer la **rénovation des écoles de musique et du théâtre du secteur 5 et 6 de la ville de Marseille,** sans qu'il ne nous soit possible de vérifier ces informations. Le **cinéma l'Alhambra,** lieu culturel situé dans le quartier de l'Estaque (Marseille 16ème) non loin de data centers, aurait également été approché par Digital Realty pour une proposition de financement.

Partenariat avec des associations et institutions marseillaises

A Marseille, Digital Realty travaille également avec l'association de ramassage de déchets **Clean my Calanque, avec la Fondation de la Mer, la Banque Alimentaire de Marseille, et la course Marseille-Cassis** dans le cadre de journées prévues pour que les salariés s'investissent dans des *œuvres caritatives* de proximité[162]. Fabrice Coquio a également mentionné un partenariat avec **l'Olympique de Marseille**, sans qu'il ne nous soit possible de vérifier ces faits.

Digital Realty, protectrice des herbiers de Posidonie et du Parc national des Calanques

En trio avec les industriels Atos (cybersécurité) et Schneider Electric (électricité), Digital Realty finance dans le **Parc national des Calanques**, entre 2021 et 2023 un projet de compensation carbone, sobrement baptisé *Prométhée Med*. Élaboré avec des chercheur·euses de l'Université Aix-Marseille et l'Université de Corse, le projet consiste à élaborer une méthodologie de certification carbone dédiée aux herbiers marins de posidonie, afin de valoriser leur rôle de puits de carbone, sous la forme d'un *label bas-carbone*, reconnu par le ministère de la Transition écologique[163]. En d'autres termes, le projet de Digital Realty est de proposer à des entreprises polluantes de **compenser symboliquement une partie de leurs émissions de CO2 et de se revendiquer comme des entreprises *neutres en CO2* et *écoresponsables***.

Digital Realty est elle-même adepte de ce type de compensation carbone qui lui permet d'afficher que ses data centers sont *écoresponsables*.

Le Parc national des Calanques est une institution publique mais les montants de ce partenariat ne figurent pas dans les rapports financiers du Parc.

[162] Linkedin Digital Realty - https://www.linkedin.com/posts/digitalrealty_esdw11-rse-thedatameetingplace-activity-7511711728682987520-2ajM
[163] Label Bas Carbone - https://label-bas-carbone.ecologie.gouv.fr/la-methode-herbiers-de-posidonie

Financement des collectivités locales : Le plan climatisation des écoles et des associations à Bouc Bel Air

En 2026, dans un contexte de négociations tendues autour de la validation du permis de construire du prochain data center (MRS6) de Digital Realty, prévu sur la commune de Bouc-Bel-Air au nord de Marseille, le maire Mathieu Pietri (LR) demande « que la société apporte un soutien financier à nos associations et co-finance notre plan fraîcheur pour les écoles » et qu'elle « participe à des projets d'intérêt général ».

Après différentes rencontres, Digital Realty promet à la commune 250 000 euros, destinés aux associations de la ville et à **l'installation de climatisations dans les écoles de Bouc-Bel-Air**[164], ce qui est plutôt ironique quand on sait que les data centers contribuent à créer des îlots de chaleur et à une **augmentation moyenne de la température de surface de 2 degrés à leurs alentours**[165]. D'après le conseiller municipal d'opposition et président de l'association Bouc-Bel-Air pour tous, Hervé Plisson, ce don fera l'objet d'un reçu fiscal qui se traduirait par un avantage fiscal de 90 000 euros pour Digitall Realty.

Les associations de la ville ont également reçu de l'argent[166]. Ces sommes sont bien entendu dérisoires au regard des profits colossaux de l'entreprise, qui a réalisé 500 millions d'euros de chiffre d'affaires en France en 2026.

(c) Fabriquer sa classe prolétaire captive : Financements de formations et de cursus

Le secteur du numérique fonctionne sur des formes d'exploitations du travail humain souvent dissimulées. L'entretien des infrastructures **du numérique repose ainsi sur le travail de milliers de travailleur·euses invisibles** qui, dans l'ombre, installent, réparent et maintiennent à flot les infrastructures du numérique. Installateur·ices de fibre optique, technicien·ennes de la *smart city*, installateur·ices de bornes rechargeables de véhicules électriques, technicien·ennes de data center ... ces emplois, souvent précaires, sont au cœur de la machine.

Afin de s'assurer un flot de main d'œuvre qualifiée, jeune, opérationnelle, prête à l'emploi, l'industrie des data centers s'est insérée dans le système éducatif et a contribué à **créer et structurer, avec le large soutien des pouvoirs publics, une filière de formation à ces métiers.**

[164] La Provence - https://www.laprovence.com/article/ecoplanete/42853970565813/le-chantier-de-raccordement-du-futur-data-center-de-bouc-bel-air-au-realtor-sur-sa-lancee

[165] The data heat island effect: quantifying the impact of AI data centers in a warming world, Avril 2026 https://arxiv.org/abs/2603.20897

[166] Site de la ville de Bouc Bel Air - https://www.boucbelair.fr/actualites/data-center-mr6-la-mairie-de-bouc-bel-air-pose-ses-conditions/

Façonner des cursus orientés selon leurs propres intérêts leur permet de s'assurer un accès direct à une main d'œuvre opérationnelle et qualifiée. Ces formations, qui sont très spécifiques, fabriquent des qualifications et des compétences mobilisables exclusivement dans le cadre de la maintenance de data center, fabricant une main d'œuvre captive et dépendante. Il faut bien sûr préciser que recruter des postes de maintenance n'est par ailleurs pas assuré par Digital Realty directement, mais par des **prestataires externes**, sous des formats de contractuels ou de contrats courts, qui ne bénéficient pas des salaires avantageux proposés par la multinationales étasunienne à ses cadres.

La création d'emploi et la formation des *jeunes* sont aussi des éléments que les promoteurs mobilisent comme **levier de négociation face aux pouvoirs publics** - la promesse de création d'emploi faisant souvent partie des arguments avancés par la filière pour convaincre de la vertu de leurs projets.

L'École de la 2ème chance (E2C)

L'E2C Marseille est une association majoritairement financée par les fonds publics[167], qui assure l'insertion de jeunes adultes de 16 à 25 ans. Implantée dans les quartiers Nord de Marseille, à proximité des data centers de Digital Realty, et sur le territoire administré par la mairie de secteur des 15ème et 16ème arrondissements. Le partenariat entre l'école et Digital Realty consiste essentiellement à organiser des visites de data centers pour les jeunes de l'école, proposer des ateliers CV et leur faire entendre les « témoignages inspirants des collaborateurs ambassadeurs de Digital Realty[168] » afin de leur « donner envie de venir travailler dans l'univers des data centers ». Des ateliers *immersifs* sont aussi organisés pour faire découvrir aux jeunes les métiers techniques et opérationnels des data centers, de la maintenance à la sécurité, l'exploitation des infrastructures et le support client. La multinationale propose aussi d'accueillir des stagiaires en observation sur 3 semaines[169].

Ce partenariat très peu engageant pour l'entreprise est pourtant largement relayé par les équipes de Digital Realty, qui n'hésitent pas à publier des photos des jeunes sur Linkedin, en utilisant le logo et la réputation de l'École de la 2ème chance dans leurs supports de communication et dans leurs documents de *responsabilité sociale des entreprise* » (RSE) et en relayant leur démarche dans la presse. Selon Fabrice Coquio « cette initiative représente une réelle opportunité de promouvoir l'inclusion et l'égalité des chances ».

Les Plombiers du numérique

Les Plombiers du Numérique est un réseau de 15 centres de formations en France dont un se situe dans

[167] Ecole de la 2ème chance - https://www.e2c-marseille.fr/a-propos-de-le2c-marseille/
[168] Linkedin Digital Realty - https://www.linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:7348954477502070785
[169] Linkedin Digital Realty - https://www.linkedin.com/posts/digitalrealty_marseille-datacenter-ia-activity-7300771806234234882-bJ2G?

le 11ème arrondissement de Marseille. Le centre propose des projets d'insertion à l'emploi pour des jeunes de 18 à 25 ans, issus des quartiers prioritaires de la ville (QPV), vers les métiers des infrastructures du numérique[170]. Ce sont des formations courtes, non diplômantes et pré-qualifiantes de seulement 4 mois. Le programme propose par exemple de devenir installateur·ices d'objets connectés et de bornes de recharge de véhicules électriques, technicien·ennes data center ou technicien·ennes de déploiement de fibre optique.

D'après leurs rapports financiers de 2024[171], les formations des plombiers du numérique sont financées à 70% par de l'argent public, notamment par France Travail, la région Île-de-France et la Ville de Marseille. Le reste du financement vient des autres géants du secteurs, Telehouse, Equinix ou Data4 ou encore le lobby des datacenter, France Data Center. Comme d'autres acteurs majeurs de la filière, **Digital Realty est mécène de l'organisme au niveau national.** Ce partenariat consiste essentiellement en du mécénat de compétence sur le même type que l'Ecole de la 2ème chance (atelier CV, visite de data center..).

Autres financements éducatifs

Digital Realty organise également régulièrement des visites de data centers pour des étudiants en école de commerce ou des lycéen·nes. Par exemple, une visite a été co-organisée avec le syndicat des patrons, le MEDEF, pour des élèves scolarisé·s au Lycée Saint-Exupéry[172], situé non loin de ses usines. Digital Realty est aussi partenaire de la nouvelle école du numérique marseillaise **La Plateforme** et de **l'Épopée Studio,** une école de formation aux métiers de l'audiovisuel située dans le 14ème arrondissement.

Le secteur de la formation continue n'est pas en reste, comme en témoignent les partenariats de la filière data center avec France Travail et les nombreux ateliers, *job dating*, formations et événements destinés aux personnes en recherche d'emploi organisés conjointement.

Conclusion de l'enquête

De Bouc-Bel-Air à l'Estaque, du Mucem aux Calanques, dans cet article, nous avons voulu montrer les stratégies d'implantations locales d'une multinationale qui répond aux exigences globales de l'impérialisme numérique et ses logiques d'expansion capitaliste. Cette expansion nécessite une prédation accrue sur les ressources territoriales, au détriment de celles et ceux qui y vivent. Comprendre ces stratégies d'influence permet de montrer la complicité de la classe patronale, des agences d'état, de certaines collectivités territoriales, mais aussi de montrer que les efforts déployés montrent qu'il s'agit là de lieux de

[170] Impala Avenir - https://www.impalaavenir.com/programme/les-plombiers-du-numerique/

[171] Impala Avenir - https://www.impalaavenir.com/wp-content/uploads/2025/04/Rapport-annuel-IAD-2024.pdf

[172] Linkedin - Digital Realty - https://www.linkedin.com/posts/1jour1maeztierdanslesud-datacenters-thedatameetingplace-ugcPost-7476152381873979392-OUrE/?

rapport de force. Parfois il suffit d'une suspension d'un permis de construire, d'une cessation de contrat de mécénat, d'un·e agent·e territorial qui refuse le statu quo, pour enrayer la machine.

Ce travail d'enquête s'inscrit dans la démarche du collectif *le nuage était sous nos pieds*, de politiser les infrastructures du numérique. Nous avons déjà évoqué dans nos travaux les logiques qui entraînent le monde dans la trajectoire numérique actuelle[173] et proposé des pistes pour faire front commun[174]. Nous menons un projet cartographique collaboratif[175] qui recense les implantations nouvelles et les oppositions aux centre de données, nous avons montré comment et pourquoi l'État français ouvre grand les portes aux industriels[176] et documenté les impacts concrets des projets sur le territoire marseillais[177].

À travers ce travail qui déplie les stratégies d'influence d'une multinationale spécifique, nous avions envie d'amener des **prises politiques tangibles pour qui voudrait s'opposer au développement de cette entreprise en particulier,** et plus généralement à la prolifération des infrastructures du numérique. De nombreuses pistes sont ouvertes, mais encore plus restent à creuser. On pense à la complicité de l'État et ses organes comme RTE et EDF, à l'origine des financements publics, notamment ceux de la Banque Publique d'Investissement, à la question immense de la filière de production du data center, des puces aux fluides frigorigènes, à la question des élus locaux dans leurs rapports de force avec ces entreprises, la question de la collusion avec le monde patronal, celles des cabinets de conseils, des industriels et des lobbies.

D'ici là, nous vous recommandons les travaux de camarades qui ont, par exemple, travaillé sur la bulle de l'IA[178] à l'origine du financement des data centers, la question des capitaux étrangers, notamment émirati[179] et étasunien qui financent les data centers et leurs liens avec le militaire, sur les entreprises opportunistes qui profitent du boom des data centers[180], sur la question de l'utilisation de l'eau par les data centers[181], sur le lobby de la filière[182], ou sur l'implantation de Google dans l'Indre[183] et en Wallonie[184].

---

[173] Le Nuage était sous nos pieds - https://lenuageetaitsousnospieds.org/articles/2026-01-05-les-infrastructures-du-numerique-nouvelles-routes-du-progres.html

[174] Le Nuage était sous nos pieds - https://lenuageetaitsousnospieds.org/articles/2025-08-26-construire-des-luttes-contre-les-infrastructures-du-numerique.html

[175] Le Nuage était sous nos pieds - https://lenuageetaitsousnospieds.org/articles/2025-12-11-carte-des-data-centers-des-projets-et-des-contestations-en-france.html

[176] Le Nuage était sous nos pieds - https://lenuageetaitsousnospieds.org/articles/2025-04-29-dereguler-lia-accelerer-sa-fuite-en-avant-ecocide.html

[177] Le Nuage était sous nos pieds - https://lenuageetaitsousnospieds.org/articles/2025-12-22-data-center-telehouse-aux-pennes-mirabeau-reponse-a-la-consultation.html

[178] Contretemps - https://www.contretemps.eu/destruction-capital-fictif-bulle-intelligence-artificielle-mystere-rentabilite/

[179] Observatoire des Multinationales - https://multinationales.org/fr/enquetes/profits-et-pertes-derriere-le-boom-des-datacenters-en-france/mgx-le-tres-peu-rassurant-fonds-emirati-derriere-l-immense-centre-de-donnees

[180] Observatoire des Multinationales - https://multinationales.org/fr/enquetes/profits-et-pertes-derriere-le-boom-des-datacenters-en-france/big-tech-operateurs-fonds-d-investissement-fournisseurs-a-qui-profite-vraiment

[181] Reporterre - https://reporterre.net/Ils-en-ont-preleve-dix-fois-plus-comment-les-Big-Tech-minorent-la-consommation-en-eau-de

[182] Observatoire des Multinationales - https://multinationales.org/fr/enquetes/profits-et-pertes-derriere-le-boom-des-datacenters-en-france/derriere-la-loi-simplification-l-offensive-des-big-tech-et-du-lobby-des

[183]Observatoire des Multinationales - https://multinationales.org/fr/enquetes/profits-et-pertes-derriere-le-boom-des-datacenters-en-france/a-chateauroux-google-avance-masque-les-dessous-d-un-projet-de-data-center-xxl

[184] Medor - https://medor.coop/magazines/medor-n43-ete-2026/google-en-wallonie-centres-donnees-hainaut-intelligence-artificielle-environnement-energie-technologie/